PYRAMID Magazine

pyramidmagafrica@gmail.com

Actualités politique, économique et culturelle africaines

N°001 - Mensuel - Mars 2026 - Abonnement annuel (12 numéros) : 15 €/10000 FCFA



Géopolitique
Madagascar entre Moscou et Paris

Culture et tradition
L'identité culturelle comme enjeu de développement

AES
Un modèle de souveraineté pour l'Afrique

Figure historique
Patrice Emery Lumumba, une lanterne éternelle

Enjeux économiques
Comment et pourquoi le Franc CFA fait de la résistance

A la Une

Nathalie YAMB

Le cauchemar de l'impérialisme occidental



INTERVIEW EXCLUSIVE : Juliette SMERALDA, Sociologue
Le racisme : ses fondements, ses enjeux et son évolution



MAAT KEM
Productions

RÉVÉLEZ VOTRE VÉRITABLE HISTOIRE AU MONDE

Librairie & édition de livres panafricains
Organisation d'événements culturels
en présentiel et en distanciel

MAAT KEM
PRODUCTIONS

maatkemprod@gmail.com

Tel: +33 6 29 50 77 34

25 Avenue du Général Leclerc
93120 La Courneuve-France

L'EDITO

Par Paul ELLA



Quand l'Afrique s'éveillera...

La restauration de la dignité africaine passera par sa souveraineté ou ne se fera pas. Pour y parvenir, il va falloir déconstruire l'édifice de la soumission et de la résignation solidement ancré dans les mentalités par la faute d'un narratif savamment construit et diffusé insidieusement. Il s'agit alors de travailler à éveiller les consciences afin d'atteindre une masse critique d'esprits avertis pour inverser la tendance.

Bien que les lignes bougent incontestablement, il reste encore beaucoup à faire. Bon nombre d'africains et afro descendants restent encore enfermés dans chaînes d'une structure de pensée qui a été conçue pour les maintenir dans l'idée fallacieuse d'une incapacité africaine qui ne peut être secourue que par les bonnes intentions salvatrices du prédateur.

Mais pour s'assurer la victoire dans ce combat, il va falloir s'armer de connaissances jusqu'aux dents, comme le conseillait fort à propos l'illustre Cheikh Anta Diop. L'ignorance est sans nul doute la pire condition pour un peuple, puisqu'elle le prive de tout ce qu'il mérite de mieux, tout en le faisant errer en l'absence de repères et à la merci de toutes sortes de diseurs de bonne aventure. Muhamad Rashid Rida rappelait à juste titre que *« Se révolter pour un peuple ignorant revient à s'immoler par le feu pour éclairer son chemin à un aveugle »*.

« Un peuple qui ne connait pas son histoire est comme un arbre sans racines », nous rappelait Marcus Garvey. L'histoire de l'Afrique et du monde, lorsqu'elle sera écrite, enseignée et réappropriée par les africains et pour les africains, ce sera le début du chemin vers la victoire. Connaître son histoire, c'est aussi se souvenir de ceux qui ont écrit ses pages les plus glorieuses, y compris en lettres de sang, du fait des sacrifices consentis, souvent au prix de leurs vies. Avant que sa vie ne soit brutalement arrachée avec la plus violente barbarie par les ennemis de la liberté, Patrice Emery Lumumba disait savoir qu'il serait tué, du moment où son action pour la souveraineté du Congo déclencherait le processus de libération de toute l'Afrique, ce qui était inconcevable pour la survie de l'hégémon occidental. Voilà pourquoi Patrice Emery Lumumba continuera d'éclairer le chemin de la libération de sa lumière éternelle. Ils l'ont éliminé croyant éteindre son combat, mais ils avaient oublié que sa disparition n'allait faire que décupler la détermination de ses successeurs à poursuivre son combat jusqu'à la libération finale. Savoir d'où on vient pour savoir qui on est, c'est la préoccupation première d'un peuple qui veut savoir où il va. Il n'y a pas de liberté dans l'aliénation culturelle. Il s'avère donc essentiel pour l'Afrique de retrouver son identité sans laquelle aucune unité ne sera possible. En brisant le cordon culturel originel avec nos cultures et traditions ancestrales, l'oppresseur avait compris qu'il s'agissait du moyen le plus efficace pour déposséder les peuples d'Afrique de leur essence vitale. Il pouvait alors en toute aisance installer le logiciel de la soumission à ses codes et valeurs. Savoir là où on est tombé pour pouvoir se relever, c'est ce qui permettra que l'Afrique retrouve sa grandeur d'antan. Aucun peuple ne s'est jamais développé d'aucune manière en étant autre chose que ce que la nature a fait de lui. L'Afrique n'a pas seulement été dépossédée de son identité, elle a été spoliée des éléments fondamentaux de sa culture. Elle s'est ainsi retrouvée privée de sa spiritualité originelle par la destruction, la distanciation et le pillage de son patrimoine

cultuel et culturel, se voyant imposer en échange, des dieux matériels éphémères. L'enjeu du développement de l'Afrique, dans son acception la plus noble, ne peut se défaire de sa restauration dans son authenticité culturelle.

Aucun développement économique viable ne peut être ni effectif ni durable en dehors d'une réappropriation des valeurs culturelles endogènes. C'est donc un leurre que de projeter le développement à des horizons donnés sans en avoir constitué le socle culturel indispensable à sa réalisation. Sans ce préalable, les promesses de développement économiques restent des vœux pieux de charlatans politiques assoiffés de pouvoir, et sans aucune consistance morale et intellectuelle. Pour ce faire, il ne fait pas sens de maintenir des vestiges de la colonisation tels que le Franc CFA, dont l'appellation initiale (Franc des Colonies Françaises d'Afrique) est le révélateur même des chaînes demeurées intactes, malgré les insignifiants aménagements cosmétiques de forme qui ne changent absolument rien à pérennisation de l'asservissement monétaire et économique que subissent les 14 pays d'Afrique qui l'ont encore en partage depuis le 26 décembre 1945. Malgré les résistances entretenues par les affidés du système corrompu d'une Françafrique qui refuse manifestement de mourir, il apparaît urgent de se débarrasser de ce boulet économique si l'Afrique tient à s'émanciper de ses tuteurs coloniaux.

Il apparaît incompatible de prétendre lutter contre le racisme alors qu'on ne se met pas dans les conditions d'imposer le respect. Le racisme est un système capitaliste de prédation dirigé vers les africains, puisqu'il est né de façon conceptuelle et même scientifisée au cours du 17e siècle, d'une notion de « race » inventée par des suprématistes assoiffés de terres, de ressources naturelles, de sang, de pouvoir et d'argent. La Sociologue Juliette Smeralda, dans son expertise, trouve très bien les mots pour expliquer ce phénomène, en présentant ses origines et développements, ses enjeux, son caractère systémique et structurel, mais en dénonçant également la notion opportuniste de racisme inversé.

Mais la façon la plus efficace de combattre le racisme ce n'est pas avec des slogans et des marches, c'est par l'action, car le respect ne se négocie pas, il s'impose. C'est dans cette démarche que s'inscrivent les présidents du Mali, du Burkina Faso et du Niger qui, par leur rupture effective avec le cordon colonial occidental et notamment français, imposent le respect et constituent la fierté de tout un continent. Quoiqu'il arrive, et on sait que le meilleur reste à venir, ils ont sans doute déjà réussi quelque chose de grand, à savoir prouver que c'est possible pour l'Afrique de tracer son propre chemin sans en référer aux colonisateurs asphyxiants, montrant ainsi le chemin de la liberté aux autres pays d'Afrique. Tout africain digne de ce nom se doit de soutenir l'action des dirigeants de l'AES, car ils ont su faire preuve de courage et braver tous les risques et menaces du fait de leur audace.

Mais comment parler d'audace sans évoquer l'une des guerrières les plus courageuses et les plus inspirantes de ce début du 21e siècle ? Nathalie Yamb. Malgré les persécutions violentes à l'endroit de sa personne, notamment en provenance des principaux ennemis de l'Afrique que sont les visages de l'impérialisme occidental, elle mène son combat souverainiste avec chaque jour encore plus de détermination. Avec de telles références du panafricanisme, le salut de l'Afrique n'est plus une simple projection par la foi, c'est une réalisation certaine qui est en cours d'aboutissement. Quand l'Afrique s'éveillera, le monde se relèvera et guérira de toutes les meurtrissures que lui ont infligé les imposteurs sans foi ni loi, et les peuples africains redeviendront ainsi les guides d'une humanité retrouvée et réconciliée avec l'univers.

PYRAMID Magazine
pyramidmagafrica@gmail.com
Actualités politique, économique et culturelle africaines

Mensuel

-

Actualités politique, économique et culturelle africaines

-

Abonnements

15 euros/10.000 FCFA
Pour 12 numéros avec les suppléments de numéros spéciaux sans frais supplémentaires

Contacts

Téléphone/Whatsapp:
+254 117141313
+33 6 2950 7734
+237 655285755
Email:
pyramidmagafrica@gmail.com

Equipe de rédaction:

Paul Ella, Lucas Kamdem, Jean Jacob Nyobe, René Narcisse Motto, Baudelaire Nguene, Iyana Baroun, Abdoulaye Diallo

SOMMAIRE

3 L'Edito

Par Paul ELLA

7 L'actualité en vrac

9 A la Une

Nathalie Yamb

Le cauchemar de l'impérialisme occidental

Par Paul ELLA

19 L'interview du mois

Juliette Smeralda

Le racisme: ses fondements, ses enjeux et son évolution

Par Iyana Baroun

31 Figure historique

Patrice Emery Lumumba

Une lanterne éternelle

Par René Motto

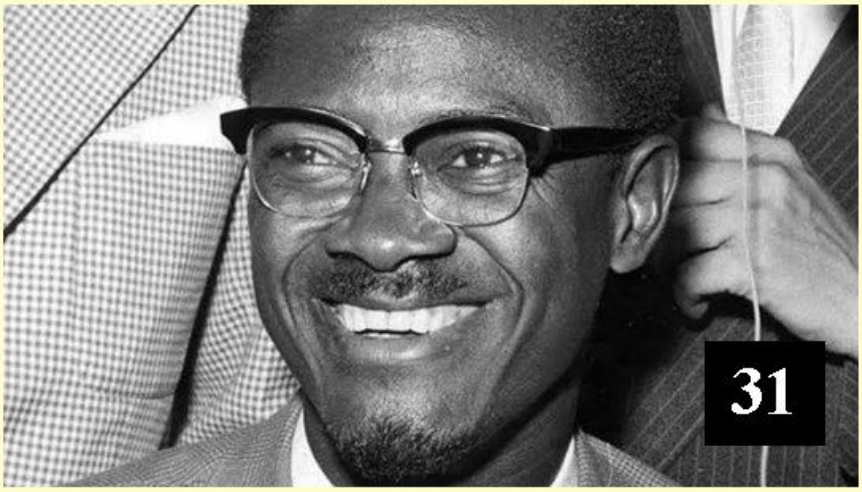
35 Géopolitique

AES : Sécurité et souveraineté

Par Abdou Diallo







SOMMAIRE

37 Madagascar entre Moscou et Paris

Par Baudelaire Nguene

39 Enjeux économiques

Comment le CFA fait la résistance

Par Paul ELLA

42 Le dossier

La culture comme enjeu de développement

Par Jean Jacob Nyobe et Lucas Kamdem

50 Hommage

Gladys West

La femme derrière le GPS

51 L'artiste du mois

Lango Kabhula : son art, son arme de combat

53 Une date, un événement

Le 8 mars 1971, « le combat du siècle »







L'actualité en vrac



Black Mistory month

L'année 2026 correspond au centenaire de la célébration de l'histoire noire. Le Black History Month a été initié en 1926, aux Etats-Unis, par Carter G. Woodson, cofondateur de « Association for the Study of Negro Life and History » (ASALH), qui instaurera la « Negro History Week », qui correspond à une semaine de célébration se tenant la deuxième semaine de février. Ce choix est fait à dessein, pisqu'il coïncide avec les anniversaires de l'ancien président américain Abraham Lincoln, président qui est reconnu comme celui ayant proclamé l'abolition de l'esclavage le 1er janvier 1863, et de Frederick Douglass, figure l'un des artisans clé de l'abolitionnisme. L'objectif de Woodson était de faire écho des réalisations des Noirs, trop souvent ignorées. En 1976, à l'occasion du bicentenaire des États-Unis, le président Gerald Ford donnera une dimension nationale à cette initiative qui s'étalera finalement sous son impulsion à tout le mois de février, interpellant ainsi es Américains à honorer la contribution significative des noirs à l'histoire des Etats-Unis et du monde. Depuis, le Black History Month ne se célèbre plus seulement aux Etats-Unis mais un peu partout en Afrique et dans le monde.

Mort d'un touriste français au Tchad

Alors qu'il était parti pour visiter une oasis dans le Sahara, et plus précisément pour assister au Festival international des cultures sahariennes d'Amdjarass, un retraité français de 70 ans a été retrouvé mort après avoir été reporté disparu. Le 11 février 2026, son corps a été découvert inanimé et déshydraté par des équipes de recherches déployées pour la circonstance, à quelques kilomètres de son campement. Il aurait fait une chute, d'après une communication conséquente du ministère tchadien de la culture et du tourisme

Assassinat du fils de Kadhafi, Saïf Al-Islam

Le mardi 3 février 2026, Saif al-Islam Kadhafi, le fils du feue Guide libyen Mouammar Kadhafi, a été retrouvé mort près de la frontière entre la Lybie et l'Algérie, d'après sa sœur. D'après son avocat, il aurait tué par à son domicile dans la ville de Zintan, dans l'ouest de la Libye, selon l'Agence France-Presse . Son avocat français a indiqué que l'identité des auteurs n'était pas encore connue.

Le Sénégal envisage un durcissement de loi contre l'homosexualité

A l'issue d'un Conseil de ministres hebdomadaire, le 18 février 2026, le gouvernement sénégalais a opté pour le renforcement juridique pour dissuader et punir les actes d'homosexualité. En révision de l'article 319 du Code Pénal sénégalais, la nouvelle loi prévoit de renforcer le dispositif juridique afin de sanctionner les actes « contre nature », allusion principalement faite à l'homosexualité et à la zoophilie. Ce projet de loi s'inscrit en droite ligne d'une promesse de campagne du Premier Ministre Ousmane Sonko.

Le Ghana veut que l'esclavage et la traite négrière soient reconnu à l'échelle internationale comme le pire crime contre l'humanité

C'est lors du Sommet de l'Union Africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba le 15 février que le Président ghanéen John Dramani Mahama a annoncé qu'il déposera en mars une résolution à l'Assemblée générale de l'ONU pour faire reconnaître la traite négrière et l'esclavage comme le pire des crimes contre l'humanité. D'après le président ghanéen, cette reconnaissance ne consiste pas à éluder un pan de l'histoire, mais à la révéler. Il a estimé lors de son allocution que ces traitements inhumains subis par les noirs durant des siècles a façonné le monde actuel et continuent de se manifester par des inégalités structurelles criardes, notamment sur le plan économique. Il considère ainsi qu'au-delà des réparations financières légitimes, des excuses officielles d'États européens ainsi que la restitution d'artefacts africains s'imposent.

Décès de Gladys West, la face cachée du GPS



Le 17 février 2026 dans l'etat de Virginie aux Etats-Unis, une grande figure scientifique tirait sa révérence. Il s'agit de Gladys Mae West, une mathématicienne noire à l'origine du GPS (Global Positioning System), qui nous a

quitté à l'âge de 95 ans. Née en 1930 en pleine période de ségrégation raciale aux Etats-Unis, elle bravera les obstacles du racisme légal ambiant pour se consacrer à ses études et se hisser au sommet de la pyramide scientifique mondiale. Longtemps invisibilisée pour cause de racisme malgré la pertinence de ses travaux, ce n'est qu'en 2018 qu'elle sera introduite dans *l'United Air Force Hall of Fame*. Ses contributions scientifiques majeures ont transformé le monde moderne actuel et servent à des millions de personnes à travers le monde.

Décès de Jesse Jackson, pasteur et militant noir pour la cause des noirs aux Etats-Unis



Compagnon de lutte de la figure historique et emblématique Martin Luther King, également pasteur, Jesse Jackson était une référence pour la lutte antiraciste aux Etats-Unis. Membre du parti démocrate, il sera le deuxième candidat noir à une élection présidentielle américaine, après Shirley Chisholm, femme noire et toute première personne d'origine africaine à briguer l'investiture du parti démocrate en 1972. candidate . Il s'était également distingué par des rôles joués dans l'intermédiation de certains conflits internationaux. En 2017, il annonce souffrir de la maladie de Parkinson et décède le 17 janvier 2026 à l'âge de 84 ans.

Troubles à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) causant la mort d'un étudiant

Le 9 février 2026, dans l'enceinte de la principale université de Dakar, des manifestations d'étudiants réclamant la régularisation de leur situation relative au paiements de leurs bourses a dégénéré, entraînant une intervention policière que certains observateurs ont qualifié de disproportionnée. Le Gouvernement sénégalais par la voix de son ministre de l'intérieur, a qualifié l'événement de tragique, notamment à la suite du décès d'un étudiant en médecine conséquent à ce mouvement d'humeur.

Suspension des réseaux sociaux au Gabon

Les populations gabonaises ont subi la privation des réseaux sociaux à partir du 19 février 2026, une décision du gouvernement gabonais qui a expliqué cette mesure par la propagation des fake news, des données personnelles et du cyber-harcèlement. Les utilisateurs internet gabonais ont jugé cette décision de désastreuse et ne mesurant pas les conséquences économiques. En effet, bon nombre de gabonais, comme partout ailleurs en Afrique et dans le monde, vivent des réseaux sociaux, soit du fait du partage d'informations professionnelles ou d'utilisation d'applications pour visioconférences, ou encore plus fréquent, la vente de produits et services en ligne. Les populations ont dénoncé une atteinte à la liberté d'expression, et le gouvernement a rassuré qu'il était conscient de l'impact économique négatif de et que la situation ne tarderait pas à rentrer dans l'ordre.

Le cyclone Gezani à Madagascar détruit quasiment la ville de Tamatave

59 morts et plus de 350.000 sinistrés, c'est le bilan des dégâts causés par le cyclone dans cette ville de 400.000 habitants, la deuxième plus importante et poumon économique du pays. Dans sa vague destructrice, le cyclone a sérieusement affecté les secteurs de l'éducation, de l'eau, de l'électricité et de la santé. Les experts estiment la vitesse des rafales à plus de 250 km/heure ayant semé la désolation partout dans la ville. Deux semaines environ plus tôt, Tamatave subissait déjà la tempête tropicale Fytis, faisant 14 morts et des milliers de déplacés.

Dieudonné désigné comme cible dans les dossiers Epstein

Le scandale des révélations de quelques millions de dossiers (emails, documents, vidéos, audios…) ne cesse de dévoiler des secrets troublants impliquant des



personnalités de divers pays et de et de tous les secteurs d'activités. C'est ainsi que Dieudonné est révélé comme ayant été une cible à détruire socialement dans un échange de mails datant de 2013 entre Jeffrey Epstein et Ariane de Rothschild. Un énième rebondissement qui questionne sur les relations d'influence non seulement de l'ancien magnat américain des affaires sur les gouvernements, mais également des personnalités puissantes du monde des affaires ainsi que de certains réseaux. On se souvient que Dieudonné subit un véritable acharnement de la part des médias français et occidentaux, mais également des personnalités politiques occidentales et notamment françaises sur des accusions manifestement infondées d'antisémitismes de la part de l'humoriste.



Par Paul ELLA

Nathalie YAMB

Le cauchemar de l'impérialisme occidental

Comment la militante panafricaniste, en véritable guerrière, mène son combat pour la souveraineté et la dignité africaines, malgré de violents vents contraires, et s'affirme comme l'une des figures les plus marquantes de ce début du 21e siècle.



Elle est filée dans la rue, elle reçoit des messages anonymes de menaces de mort, sa famille et ses proches font face à diverses manœuvres d'intimidation, elle est victime de « character assassination » via une campagne assidue de calomnies et de diffamation et fait l'objet de concertations conspirationnistes au plus haut sommet de certains Etats occidentaux pour décider du moyen le plus approprié de la faire taire, au mépris du droit international dont ils se prétendent les garants. Elle n'a pourtant jamais commis d'attentat terroriste, elle n'a pas d'armée et ce n'est pas elle qui est responsable ni du déclin inéluctable de l'Occident, ni du réchauffement climatique.

Un acharnement sans précédent et sans fin

L'obstination à nuire à la personne de Nathalie Yamb n'a pas de précédent historique au regard du niveau de la violence des agressions et de leur caractère récurrent à l'endroit de cette simple citoyenne.

Le 26 juin 2025, elle a été sanctionnée par l'Union Européenne au prétexte qu'elle tient un narratif préjudiciable aux intérêts de la France et de l'Union Européenne en Afrique. Rien que ça. Dans ce train de sanctions, elle a vu ses avoirs saisis et a été interdite aussi bien de séjour que de survol des territoires de l'Union Européenne. Elle est par ailleurs interdite de recevoir et de fournir des services avec toute personne sur le territoire de l'UE. Le gel totalement illégal de ses avoirs au niveau des banques l'affecte aussi bien en Suisse qui ne fait pourtant pas partie de l'UE, qu'en dehors de l'UE, à savoir jusqu'en Afrique, le système bancaire étant interconnecté malgré les frontières territoriales, et les différentes banques, y compris celles ne relevant pas du droit européen, en respect des injonctions occidentales par peur de représailles. Cette interdiction bancaire a des conséquences dramatiques pour l'activiste suisso-camerounaise, puisque quasiment aucune transaction n'est possible en dehors du système bancaire dans le monde de plus en plus numérisé qui est le nôtre. Comment payer ses factures ?



Comment booker une chambre d'hôtel ou un Airbnb ? Comment renouveler les abonnements aux différents services souscrits ? Pour ce qui est de l'interdiction du territoire européen, Nathalie s'en serait bien moqué, si cela n'impliquait pas l'interdiction de survol, ce qui cause des désagréments quand il s'agit de voyager pour des pays hors Union Européenne. Il s'agit donc d'attaques délibérées visant clairement à détruire l'activiste qui se retrouve ainsi privée jusqu'à ses droits fondamentaux, et au mépris manifestement assumé des règles du droit international et de la démocratie dont l'Occident se prévaut initiateur et protecteur. Il faut bien noter que les sanctions dont elle est victime ne sont pas légales point de vue du droit, et leur application ne correspond à aucune procédure judiciaire en vigueur au sein de l'UE. Elles sont totalement contraires à toute pratique, aussi bien dans le fond que sur la forme. Il s'agit clairement de sanctions à des fins politiques. En effet, si l'intéressée était répréhensible de quelque manière que ce soit pour avoir enfreint la loi, l'Union Européenne aurait eu recours à une procédure légale pour la traduire devant une juridiction compétente du ressort de son territoire. Il n'en a rien été. La décision des sanctions a donc été prise en toute illégalité par les vingt-sept pays composant l'Union Européenne.

Mais il se trouve que bien avant l'acharnement de l'Union Européenne, Nathalie Yamb est une cible permanente et toute désignée pour les ennemis de la liberté, puisqu'en 2022 déjà, elle se faisait sanctionnée par la France d'Emmanuel Macron, principal instigateur des sanctions de l'Union Européenne, avec interdiction de séjour et de survol du territoire français. On voit bien que la mesure n'a fait qu'être étendue à l'échelle de l'Union Européenne. Les bourreaux et la victime restent donc globalement les mêmes. Mais cette mesure de la France sera sans grande importance pour la suisso-camerounaise, étant donné qu'elle ne s'était rendu en France que très rarement et n'avait pas de projet d'augmenter son rythme de fréquentation de cet empire colonial des temps modernes. C'était donc, comme elle le dit elle-même, *« comme empêcher à un Imam de prêcher dans une église »*. A noter également qu'avant les sanctions macroniennes, elle se faisait expulser de Côte d'Ivoire en 2019, sur instructions du même locataire de l'Elysée et exécutées avec un zèle débordant par le très docile et dévoué serviteur de la Françafrique qui règne en maître absolu dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. C'était le premier épisode d'une violente série de persécutions acharnées contre la personne de Nathalie Yamb. C'est à cette occasion qu'elle sera brutalement arrêtée en pleine rue d'Abidjan comme une vulgaire délinquante et sera conduite manu militari à l'aéroport pour se faire embarquer de force dans le premier avion vers la Suisse. Chose inédite, quand on sait que le schéma classique consiste à rapatrier les africains indésirables de l'Occident vers l'Afrique. Là encore, le cas de Nathalie Yamb fera école en tant qu'un précédent. C'est ainsi qu'elle sera débarquée dans le climat glacial de la Suisse sans le moindre papier, son passeport étant resté à Abidjan, sans le moindre Kopek, et dans une tenue aussi inappropriée qu'insolite puisqu'elle ne portait que ses babouches et sa petite robe d'été, avec pour seul accessoire son sac à main. La violence inouïe d'un tel traitement ne peut pas être souhaitée même à son pire ennemi ! Le traumatisme inhérent ne peut qu'être des plus élevés. Le pire dans tout cela, c'est que poussée dans ses derniers retranchements et ne pouvant pas laisser prospérer le mensonge à son encontre, Nathalie Yamb a l'obligation de se défendre sur le

terrain de la loi, ce qui implique de prendre des avocats à l'international, et de les payer. Privée de toutes sources de revenus et de tout moyen de paiement, cela relève de la quadrature de cercle. Elle se retrouve ainsi dans un énorme dilemme qui ne fait que complexifier les choses, au plus grand bonheur de ses détracteurs. L'objectif de ces esprits malins est manifestement d'asphyxier celle qui hante leurs nuits déjà suffisamment tourmentées. Mais Nathalie Yamb est une guerrière, voilà pourquoi elle reste debout, et plus que jamais déterminée à mener son combat souverainiste jusqu'au bout, contre vents et marrées.

Aux origines du mal

L'acharnement contre Nathalie Yamb intrigue tout de même. Qu'est-ce qui peut bien pousser des Chefs d'Etats disposant des pouvoirs les plus étendus, de puissance militaire et parfois nucléaire, du pouvoir financier au travers des banques sous leur influence, du pouvoir politique et des pouvoirs des réseaux visibles et invisibles, à se liguer, qui plus est, en bande organisée contre une dame ordinaire sans armée ni puissance financière ? Qu'est-ce qui peut pousser les puissants de ce monde jusqu'au ridicule de se mobiliser à 27, avec le soutien de leurs relais serviles africains pour s'attaquer à une personne sans défense ? Nathalie Yamb aurait-elle commis un crime ? Serait-elle coupable de haute trahison ou d'actes terroristes ? Représente-t-elle une menace pour la France, l'Union Européenne ou l'Occident qui justifierait l'intensité d'une telle persécution acharnée ? Bien que déjà active dans la vie politique depuis quelques années, notamment en Côte d'Ivoire au sein de Liberté et Démocratie pour la République (LIDER), parti de l'économiste et homme politique ivoirien Mamadou Koulibaly, c'est en 2019 que le nom et le visage de Nathalie Yamb vont commencer à être mondialement connus. Plus précisément les 23 et 24 octobre 2019, à l'occasion du premier Sommet Russie-Afrique à Sotchi, auquel participaient 43 chefs d'Etats et de gouvernements africains, autant dire la quasi-totalité de l'Afrique. De toutes les interventions, celle de Nathalie sera sans nul doute la plus retentissante, la plus audacieuse et la plus mémorable. Le ton ferme et le verbe tranchant, son discours à Sotchi a eu l'effet d'un électrochoc. En 7 minutes, elle mettra les dirigeants africains et leurs peuples devant leurs responsabilités, déclinant les enjeux d'une véritable souveraineté pour le continent africain dont elle a dénoncé avec une virulence appropriée, l'asphyxie politique, économique et diplomatique par l'ingérence obstinée de l'occident et notamment de la France pour ce qui est des pays des régions CEMAC et UEMOA. Ce discours couperet marquera un tournant dans le style diplomatique international en provenance de l'Afrique, mais également dans la vie de Nathalie Yamb, aussi bien sur le plan privé de sa vie que sur la portée de son combat à l'échelle continentale et mondiale. La France, particulièrement prise à partie, sans réserve et de façon assumée, allait très mal digérer cette audace. Quelques semaines seulement après cet acte héroïque, la dame de Sotchi se fera expulser de Côte d'Ivoire dans les conditions hallucinantes évoquées supra. Ces manœuvres d'intimidation commandées par la France venaient de décupler la détermination d'une guerrière manifestement inarrêtable. Cette agression physique et morale allait marquer un tournant décisif dans le combat souverainiste d'une dame éprise de liberté et de justice, mais également le début d'un long cauchemar pour les nostalgiques de la colonisation française en Afrique.



Nathalie Yamb reçue à la Présidence de la République du Niger par le Président nigérien, le Général Abdourahamane Tiani, le 18 avril 2025

Une obsession de la briser et de la faire taire

Nathalie Yamb ne fait que payer le prix fort de son courage à dénoncer les injustices du néocolonialisme en faisant de la vérité historique et actuelle sa meilleure alliée. La panique de ses ennemis réside dans sa capacité à mobiliser les masses par la force de sa personnalité, la cohérence de son discours et la solidité de ses convictions. Elle déconstruit le narratif impérialiste comme arme de désinformation massive qui s'obstine à considérer les pays d'Afrique dite "francophone" comme étant le pré carré français et le terrain du jeu destructeur de la Françafrique, au mépris des aspirations à la souveraineté de plus en plus fortes des peuples africains. L'éveil chaque jour perceptible des consciences africaines et du monde sur l'escroquerie des vagues d'"indépendances" africaines des années 1960 fait que les manigances de la France et de son réseau mafieux de la Françafricain trompent de moins en moins de monde. Une France en total déclin politique, économique et diplomatique voit naturellement d'un très mauvais œil que sa descente aux enfers soit accélérée par une éveilleuse de consciences suivie par des dizaines de millions de personnes à travers le monde. Pour un prédateur en sursis, c'est inacceptable. Voilà pourquoi Nathalie Yamb qui n'a que sa voix, son intelligence et foi, est combattue comme si elle était une machine de guerre. Les intérêts de l'occident et plus précisément de la France sont en jeu, pire, la survie de ses illusions de grandeur s'en trouve plus que jamais menacée. Le seul crime de Nathalie Yamb, c'est d'aspirer à une Afrique autodéterminée et débarrassée du joug colonial. Le rouleau compresseur occidental contre la souverainiste la plus influente d'Afrique ne lui est en réalité pas exclusivement destiné. Ses oppresseurs s'en servent également comme avertissement à tous ceux qui oseront s'inspirer de son combat pour lui emboîter le pas. Le dispositif d'intimidation français est donc davantage préventif que curatif.


Nathalie Yamb et ses parents

La horde de néocolonialistes frustrés veut faire taire Nathalie Yamb par tous les moyens, y compris par une de leurs armes privilégiées, à savoir le dénigrement et la désinformation. Quand elle n'est pas traitée de complotiste comme le sont tous ceux qui n'adhèrent pas au narratif et aux pratiques néocoloniales, elle est victime de calomnies persistantes, telles que celle qui consiste à dire qu'elle est payée par la Russie, comme si les africains n'étaient pas en mesure de raisonner et de se rendre à l'évidence par eux-mêmes qu'ils méritent mieux que la condition de sous-hommes à laquelle les confinent leurs oppresseurs. Pourtant, dans un documentaire de la RTS, la radio télévision nationale suisse diffusé en 2023, le Général de Division français Pascal Ianni, à la tête du Commandement pour l'Afrique depuis 2024, reconnaissait qu'il n'avait aucune preuve de ses accusations qui consistaient à faire

passer Nathalie Yamb comme Agent au service de la Russie. Alors, pourquoi cet entêtement à véhiculer cette fausse information ? Parce que la propagande mensongère est la principale expertise des prédateurs, et que l'urgence de décrédibiliser le combat de Nathalie Yamb est obsessionnelle et la désinformation des masses par l'occident impérialiste une impérieuse nécessité, un ultime et désespéré recours.


Nathalie Yamb et Kemi Seba, même combat et même détermination malgré les persécutions

C'est connu, la France a pour bouc émissaire idéal la Russie. Dès qu'elle est poussée dans ses derniers retranchements ou que ses crimes et autres malversations sont affichés et dénoncés, elle accuse la Russie, ce qui est éminemment ridicule. Emmanuel Macron dans les fichiers Epstein, c'est la Russie. Emmanuel Macron qui reçoit une gifle de Brigitte en mondovision, c'est encore la Russie. La dette publique astronomique et historique de la France, c'est certainement toujours la Russie etc. Quand bien-même Nathalie Yamb serait pro russe, ce qui n'est absolument pas le cas, cela n'expliquerait pas l'acharnement médiatique, politique et économique qu'elle subit, si on met ses tortionnaires face leurs contradictions que sont les notions d'Etat de droit, de liberté d'expression et de droits humains qui sont déclinées dans les différentes sources du droit international, et notamment la Convention européenne des droits de l'Homme. Les seuls éléments de preuve dont dispose l'Union Européenne pour justifier ses sanctions contre cette courageuse militante, ce sont des accusations au conditionnel, des articles de journaux et des supputations de reportages de pseudos journalistes aux ordres.


Nathalie Yamb et et le Président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré

Le moins qu'on puisse dire sans risque de dramatisation au regard des persécutions incessantes, c'est que la vie de Nathalie Yamb est en danger. On ne peut que prendre la mesure de la gravité de la situation quand on voit l'acharnement dont elle est victime, compte-tenu des intérêts en jeu de la France et de l'occident, mais également et peut-être surtout du fait que l'occident impérialiste soit coutumier des assassinats de leaders souverainistes qui s'opposent à leur politique scélérate de prédation en Afrique. Nathalie elle-même ne se fait pas d'illusion sur la détermination de ses ennemis à procéder à son élimination physique. Elle déclarait à ce propos dans une interview accordée en janvier 2026 à la chaîne Youtube The Swiss Box : *« Ca fait des années que je sais que je vais mourir d'une mort violente, je sais que je serai tuée, la France le sait, tout le monde le sait, et ça arrivera, mais j'aurais*



donné naissance, je pense, à beaucoup de Nathalie Yamb, et de personnes qui vont continuer le combat. Au Cameroun récemment, on a tiré sur la maison de mes parents. Une balle a traversé le toit et le plafond et est venue s'écraser dans le salon où j'enregistre mes vidéos quand je suis au Cameroun, et j'étais au Cameroun ce jour-là. Donc c'est quelque chose qui va forcément m'arriver. On va m'éliminer mais on ne peut pas éliminer le besoin inextinguible de liberté et de dignité qu'ont les africains. J'espère que j'ai suffisamment arrosé cette plante pour que même si je ne suis plus là, ça continue comme d'autres l'ont fait avant moi. »

Soutenir et protéger Nathalie Yamb

On peut déplorer la défaillance de la Confédération helvétique à protéger les droits de Nathalie Yamb en tant que citoyenne suissesse, puisque la Suisse est supposée être neutre et non soumise aux lois de l'Union Européenne. On voit bien que les considérations racistes ont contribué à biaiser le jugement des autorités helvétiques qui se sont pliées aux instructions de l'UE. Toute chose exposant au grand jour l'hypocrisie manifeste occidentale. Remarque similaire d'inertie injustifiée pour l'Union Africaine qui aurait dû se prononcer pour dénoncer les abus ostentatoires de l'Union Européenne dans ses sanctions à l'encontre de Madame Yamb, au mépris de sa propre législation. On n'a pas non plus entendu les dirigeants camerounais s'offusquer de ces persécutions illégales contre l'une de leurs compatriotes. Manifestement, quand les occidentaux parlent et agissent, même de façon complètement illégale contre les ressortissants de nos pays, les dirigeants africains se taisent et se cachent. Nous devons d'autant plus rester vigilants pour le compte de nos icônes que les ennemis de l'intérieur sont très actifs et zélés pour servir de relais aux sombres desseins de l'impérialisme occidental. Et si nous nous réclamons du camp de la justice et que nous soutenons l'action de Nathalie, alors nous avons l'obligation de ne pas nous taire. Comme le disait si bien Martin Luther King, *« A la fin, nous nous souviendrons non pas des mots de nos ennemis, mais des silences de nos amis ».*

Le militantisme de Nathalie Yamb est juste, noble et courageux, et doit être soutenu. Le combat pour la souveraineté de l'Afrique est le seul véritable enjeu dont dépend la restauration de notre dignité en tant que peuple. L'Afrique ne peut plus continuer d'être considérée comme un simple réservoir de matières premières pour la survie d'arrogants prédateurs sans foi ni loi. Le néocolonialisme dans sa forme la plus hideuse sévit encore partout en Afrique. Les multinationales continuent de faire des affaires juteuses qui ne profitent pas aux populations de plus en plus en proie à une misère indicible du fait de contrats léonins signés avec complaisance par nos dirigeants qui bradent ainsi les ressources du continent. Le travail de sensibilisation par l'information continue d'alerter les masses sur les réalités géostratégiques inavouées qui exposent les pays africains à toutes sortes de dangers structurels futurs. Grâce à des voix qui portent comme celle de Nathalie Yamb, malgré les vagues violentes à contrecourant, les populations d'Afrique sont chaque jour un peu plus au fait des véritables enjeux malgré la multiplication savante des sources de distraction. Le réveil de l'Afrique passe nécessairement par l'éveil préalable des consciences. Aucune révolution ne prospère au sein d'un peuple ignorant des tenants et aboutissants du combat qui est mené pour son compte.

Le seul péché de Nathalie, c'est d'avoir osé défier l'ordre impérialiste et néocolonial établi. C'est d'empêcher la France et l'Occident de piller en toute sérénité. Elle a assumé le risque de se mettre en travers des intérêts coloniaux en Afrique. Voilà ce qui a déclenché le courroux des néocolons qui ont décidé contre elle, le châtiment suprême. Nathalie Yamb lutte pour le rétablissement de la vérité historique trop longtemps falsifiée. Elle se bat pour la liberté et la dignité des peuples africains et afro descendants qui ne seront effectives qu'après que nous ayons arraché notre souveraineté. Ensuite seulement, l'Afrique pourra évoquer et amorcer sa phase de développement. En l'absence de souveraineté, toute initiative de développement économique et humain est une vue de l'esprit.

Par son œuvre et son engagement pour son peuple, Nathalie Yamb s'inscrit dans la lignée de nos illustres prédécesseurs tels que Patrice Emery Lumumba, Um Nyobe, Sylvanus Olympio, Sékou Touré, Modibo Keita, Steve Biko Thomas Sankara et bien d'autres. Aujourd'hui, c'est à son tour d'inspirer les générations à venir qui devront poursuivre le combat et contribuer à maintenir l'Afrique debout contre toutes les formes d'assujettissement. Notre devoir en temps que peuple, c'est de protéger nos icônes. Nous avons le devoir de protéger Nathalie Yamb pour qu'elle continue de nous éclairer le chemin vers la liberté. Si par le passé nous avons failli à protéger nos icônes, nous ne pouvons pas continuer de retomber dans les mêmes travers.

Une femme d'exception

Nathalie Yamb est une intellectuelle au sens premier du terme. Son engagement sacrificiel sans faille pour l'Afrique est sa plus haute distinction. Diplômée en Journalisme et en Sciences politiques, elle a occupé des postes de haute responsabilité dans diverses multinationales et à fait valoir ses connaissances et compétences professionnelles aux quatre coins du monde. Elle parle couramment français, anglais et allemand pour avoir fait l'essentiel de son cursus universitaire en Allemagne. Son expérience et son bagage professionnels ont donc été une source de revenus conséquents pour être à l'abri du besoin. Mais les contraintes et péripéties liées à son activisme panafricain ne pouvaient plus être compatibles avec des activités professionnelles. Elle a donc fait le choix de sacrifier sa carrière pourtant prospère et promise à de plus grands accomplissements. Comme toutes les personnes constituées de la fibre révolutionnaire, Nathalie Yamb a refusé le confort d'une vie de famille tranquille pour revêtir l'armure de la guerrière en acceptant tous les risques associés. En cela, elle impose le respect et la reconnaissance qui lui sont dus.



Elle aurait pu se réfugier derrière sa nationalité suisse par les origines de sa mère et en tirer tous les profits réels et apparents comme l'auraient fait l'écrasante majorité des africains. Mais elle porte l'Afrique dans son cœur plus que tout autre chose. Elle a assumé le risque de braver les puissants au péril de sa vie pour apporter sa pierre à l'édifice de la restauration de la dignité africaine. Comme elle le dit elle-même, *« Les populations africaines dont je fais partie, se lèvent un peu partout, parce qu'elles ne supportent plus la soumission aux injonctions impérialistes occidentales. Quel que soit le prix à payer, vous ne m'arrêterez pas parce que je sais où je veux aller. Je veux être respectée en tant qu'africaine comme je peux l'être en tant que suissesse. Je veux pouvoir vivre confortablement en Afrique. Je veux que les jeunes africains arrêtent de traverser la méditerranée au péril de leurs vies pour chercher du travail en Europe ».*

« Je veux être respectée en tant qu'Africaine aussi bien que je le suis en tant que suissesse »

L'acharnement contre Nathalie Yamb pose la question de la protection de nos icônes africaines. Les populations conscientes doivent faire bloc autour de celles et ceux qui sont en première ligne du combat pour la souveraineté et donc la dignité humaine. Transmettre des mots d'encouragement, commenter, liker et partager les

publications de Nathalie Yamb, c'est bien et certainement utile, mais ça ne suffit pas. Nousdevons tous prendre conscience du niveau de danger que courent nos leaders souverainistes et veiller sur eux. Collectivement. Nous devons également les soutenir sur les plans matériel, financier et moral. Même les leaders les plus charismatiques restent des humains, malgré leur courage. Ils ont donc aussi une part de fragilité. Ils ont besoin de nous pour rester forts. Nous avons le devoir de poser des actes concrets qui vont dans le sens de la participation active à ce noble combat, y compris en backoffice. Quant aux ennemis de la liberté qui essaient d'entraver notre marche résolue vers l'inéluctable souveraineté de nos peuples, leurs agitations sont le signe patent de leur déclin. Restons concentrés sur l'objectif et accompagnons les guides de la révolution.

Extrait du discours de Nathalie Yamb au premier Sommet Russie-Afrique, tenu les 23 et 24 octobre 2019 à Sotchi, et réunissant une quarantaine de chefs d'Etats et de gouvernements africains.

« L'identité et les valeurs africaines ne sont pas différentes de celles du reste de l'humanité [….]. Nous avons les mêmes aspirations à la liberté, à la dignité, à la justice et à la propriété. Pourtant, force est de constater qu'après l'esclavage, après la colonisation, après les pseudos indépendances, on ne nous a reconnu que le droit d'être libre, mais seulement au sein de l'enclos français. L'Afrique francophone est encore aujourd'hui en Octobre 2019 sous le contrôle de la France. Cela remonte à 1884 lorsque les puissances coloniales se sont partagées l'Afrique sans que les africains n'aient leur mot à dire. L'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre, le Portugal, ont compris depuis lors qu'il fallait sortir du schéma de la Conférence de Berlin et redéfinir les contours d'une nouvelle coopération avec les pays africains. Pas la France, qui avance sans bouger, en portant des masques et qui considère toujours le continent africain comme sa propriété. Les peuples d'Afrique et particulièrement la jeunesse revendiquent pourtant avec de plus en



Nathalie Yamb à Sotchi en Octobre 2019



plus de vigueur leur besoin de démocratie, leur droit à l'autodétermination, le droit de décider avec qui ils veulent commercer, avec quoi ils veulent payer ce commerce, sans qu'on les place sous la tutelle d'une ex puissance coloniale qui se présente toujours sur la scène mondiale comme notre porte-parole et notre avocat. Nous voulons sortir du franc CFA que Paris, avec la complicité de ses laquais africains veut pérenniser sous l'appellation Eco, et qui ne permet aucune industrialisation de l'Afrique francophone. La conquête de notre souveraineté monétaire est capitale, car la seule stabilité que le Franc CFA garantit aux pays qui l'utilisent est la mauvaise gouvernance, la pauvreté et la corruption. Nous voulons le démantèlement des bases militaires françaises, qui sous le couvert d'accords de défense bidons ne servent qu'à permettre le pillage de nos ressources, l'entretien de rebellions, l'entraînement de terroristes, et le maintien de dictateurs à la tête de nos Etats. Nous refusons que la France continue d'usurper la voix de l'Afrique à l'ONU, qu'elle soit à la base de quasiment toutes les résolutions concernant le Continent. Les pays d'Asie ont appris à commercer avec les investissements directs étrangers, alors que nous, on nous saoule avec l'aide publique au développement. Résultat, ils sont aujourd'hui BRICS et émergents, et nous, nous sommes des mendiants qui sont fiers d'être qualifiés de pays pauvres très endettés. Cela doit changer, cela va changer, et la Russie a un rôle à jouer dans cette évolution. Mais nous ne venons pas en Russie pour chercher de nouveaux maîtres qu'on substituera aux anciens. Nous y venons pour y trouver des partenaires, pour faire du business gagnant-gagnant, pour la Russie



comme pour les pays africains concernés. L'Afrique regorge de potentialités [...]. Il y a une population qui grandit, dont 60% a moins de 30 ans, une position géostratégique, d'immenses ressources minières, naturelles, agricoles et surtout humaines. Sur le plan militaire, la présence de la Russie qui n'a pas de position coloniale peut permettre de rééquilibrer les choses dans les pays francophones [...]. Sur le plan économique, la promesse de Sotchi doit être celle de la rupture avec le huis-clos actuel appauvrissant où la France semble avoir verrouillé les domaines de l'eau, de l'électricité, des routes, des ponts, des ports, par des monopoles protégés par des gouvernements respectifs ou par des passations de marchés de gré à gré sans appels d'offres, pour que nous puissions enfin nous diriger vers une ouverture de l'économie à tous, notamment aux entreprises et industries russes, dans les secteurs agricoles, miniers, énergétiques, de la transformation industrielle, de l'éducation, de la formation [...]. Enfin, sur le plan politique et diplomatique, le monde et la Russie doivent cesser de nous voir à travers les lunettes déformantes du storytelling méprisant, mensonger et négationniste de la France qui nous assujettit. L'Afrique n'a pas besoin de tuteur à l'ONU, l'Afrique n'a pas non plus besoin de nouveaux propriétaires, mais la Russie y a sa place comme un partenaire, dans une logique de Common Wealth, d'enrichissement partagé, de collaboration vivifiante et innovante entre les secteurs privés respectifs. le monde bouge, les lignes évoluent [...], espérons que les prochaines élections en Afrique verront l'arrivée au pouvoir de dirigeants réellement choisis par les peuples, qui privilégieront enfin l'ouverture sur le monde et d'innovantes opportunités d'affaires à l'asservissement bête et stupide aux colons d'hier et d'aujourd'hui. »





Juliette Smeralda, Sociologue

Le racisme : ses fondements, ses enjeux et son évolution

La sociologue martiniquaise nous parle des origines historiques du racisme, de son évolution sur le plan de la forme, de la différence avec la xénophobie, de son caractère systémique et structurel, de l'idée de racisme inversé et de l'impact réel et supposé des luttes antiracistes. Une analyse experte, détaillée et sans détour.



Comment pouvez-vous définir le racisme et pouvez-vous nous dire quels sont ses origines, aussi bien historiques qu'idéologiques?

La réalité du racisme est antérieure à sa conceptualisation. Si l'on a tant de difficultés à en avoir une définition transparente, c'est parce qu'il constitue le socle des cultures occidentales ; réalité que leurs pays cherchent à invisibiliser en ayant recours à de multiples stratégies de brouillage dont la finalité est précisément d'empêcher que cette spécificité de l'Occident ne soit démasquée pour ce qu'elle est. La définition courante qui en est donnée, dans le langage ordinaire, le réduit à n'être qu'une réaction hostile fondée sur la couleur de la peau.
Beaucoup de généralités sont produites, quant aux velléités de définition de cette notion, qui couvre un vaste système d'oppression, dont la finalité est la réification/ chosification des victimes que sont les personnes racisées. C'est un dispositif funeste– basé sur un darwinisme social - qui vise à circonscrire la vie des dominés -des Kamits en priorité - objet d'exploitation sauvage, de maltraitance et d'une racisation ciblée observable sur pratiquement toute la planète. La "racisation" sert à justifier et maintenir ces asymétries. Les traits caractéristiques de cette idéologie et des pratiques qui en sont inspirées consistent à exposer les victimes d'un **ordre mondial hérité de l'esclavage et du colonialisme à** des **catégorisations raciales construites pour légitimer la domination à travers** des **rapports de pouvoir durables**, renforcés par les institutions et les représentations culturelles des pays qui pratiquent ces déviances institutionnalisées qui ne sont pas naturelles, mais **historiques**…
Dans beaucoup de pays animés par cette idéologie, les Kamits occupent des positions sociales subalternes ; ils ont moins accès aux capitaux économique, politique et symbolique. Les institutions (police, justice, école, marché du travail) sont au cœur de la **reproduction de ces inégalités**…
Le racisme ne peut donc être réduit à une attitude domestique hostile envers les victimes condamnées à expier le crime que finit par constituer leur peau "noire". Le racisme est avant tout un **rapport de pouvoir**.

Beaucoup d'encre a déjà coulé et continue de couler pour tenter de définir le sens et l'origine du racisme, qui sont à la fois idéologiques et historiques. Sorti des constats euphémisants des approches pluridisciplinaires, qui évitent soigneusement - consciemment ou non – de dévoiler les vrais enjeux de cette idéologie, qui est clairement une modalité de la guerre raciale qui est livrée depuis des siècles au peuple kamit, une approche autrement documentée, qui intègre la dimension symbolique du phénomène éclaire sous un jour nouveau la doxa racialiste des leucodermes qui prône contre vents et marée une présumée supériorité raciale qui leur donne le droit de faire main basse sur toutes les ressources de la planète…

Pour ce qui est des origines idéologiques du racisme, on ne peut éluder le présumé caractère « divin » de l'appartenance à la « race blanche ». La tradition biblique consacre le mythe selon lequel Cham, fils de Noé, et Canaan, fils de Cham, sont maudits par Noé et condamnés à être les esclaves des blancs (Japhet) et des jaunes (Sem). Une différence et une hiérarchie sont ainsi originellement établies entre les trois ancêtres qui peuplèrent les continents.

Aussi, le Moyen Âge reconnaîtra-t-il en Cham l'ancêtre des serfs ; en Sem, celui des clercs ; en Japhet, celui des seigneurs.

A leur genèse donc, les humanités se seraient trouvées soumises au processus de confusion des apparences et des statuts, entamé à partir de présélections raciales qui fondent l'ordre hiérarchique dans lequel ces humanités se trouvent actuellement insérées. Aussi, cette confusion des apparences et des statuts est-elle la matérialisation d'un vieux mythe occidental plutôt qu'une création originale de la société coloniale. C'est dans cette perspective qu'il faut sans doute appréhender la réflexion de Affergan, qui considère que « (l)a pensée physico-géographique antique, dans son transport moyenâgeux, se christianisera et substituera à la traditionnelle tripartition Asie/Europe/Afrique, une tripartition biblique et paradoxalement plus inégalitaire. Les marques phénotypiques et comportementales commencent à apparaître au fondement de jugements axiologiques et déontiques. » Le creuset qu'allait constituer la Plantation, microcosme multiracial et pluriethnique, allait fournir un tissu de fixation idéal à cette mythologie : la malédiction de Noé ne pouvait que confirmer les descendants de Japhet dans le bienfondé de la mise en esclavage des noirs.

Combien la pensée occidentale est encore travaillée par ce mythe, se laisse entrevoir dans les explications qui sont données à un certain nombre de phénomènes sociaux. M. Mead n'est-elle pas convaincue que l'homme blanc « croit en la supériorité de son groupe sur les autres ? Qu'« (i)l se considère comme le maître du monde, responsable des progrès de l'humanité ». Il faut considérer, reconnaît-elle, que « les Blancs, tous les Européens plus généralement, éprouvent une tentation irrésistible à se croire supérieurs au point de vue biologique. » Cette conviction profonde a des retentissements sur les relations qu'ils entretiennent avec les autres groupes humains ; sur celles de Mead la première, sans doute, puisqu'elle illustre son propos par une anecdote survenue lors d'un séjour qu'elle effectuait en Nouvelle -Guinée, et au cours duquel, pour se sortir d'une situation très délicate, elle dit avoir dû se livrer à un « exercice de suprématie blanche » : « Je n'étais forte que du prestige du blanc », assure-t-elle.
C'est encore Mead qui avance l'idée que « la peau blanche est une tentation terrible », parce que, déclare-t-elle, « nous (les Blancs) ressemblons aux anges ». « Les anges sont blancs. » « Quand Cortes débarqua au Mexique on l'accueillit comme un« dieu au teint clair » ; pour autant que nous le sachions, on n'avait jamais vu de blanc jusqu'alors dans ce pays. » « Or, il n'est pas bon pour le caractère des blancs de ressembler à des anges ; ça les incite à se conduire très mal. »

Et si les anges sont blancs, c'est parce que le blanc est « la couleur de la Sagesse ». Blanc qui rime en anglais avec white/light/bright (blancheur/lumière/brillance). Et c'est parce que les anges « tiennent un rôle important dans la Bible (que) (l)eur hiérarchie est liée à leur proximité du trône de Dieu. » Ils exerceraient un rôle d'illumination et de protection à l'égard des hommes autant que des nations. Et s'ils sont blonds de préférence, c'est parce que le blond « symbolise les forces psychiques émanées de la divinité. » Blancheur et blondeur sont demeurés des motifs et des supports privilégiés de l'entreprise commerciale publicitaire et religieuse…

Faut-il convenir que l'humanité tout entière est sous l'emprise d'une perception qui consacre la présumée suprématie raciale des blancs? Ces derniers n'échappent pas, mais cela se conçoit dans la société créole issue de l'esclavage, à cette divinisation « dans certaines catégories de récits (contes créoles animaux et humains) », et c'est très « logiquement », en tant qu'Etres de nature supérieure, qu'ils intègrent la mythologie coloniale. La fameuse controverse de Valladolid, rappelle Relouzat, n'avait d'autre objet que celui de décider si les Sauvages pouvaient prétendre à l'humanité, c'est-à-dire s'ils étaient fils de Dieux, comme les blancs... D'ailleurs, Goethe et Buffon n'étaient-ils pas absolument convaincus que, outre son caractère divin, la « race blanche » était la plus belle, et présentait les plus belles formes physiques d'entre toutes les races ? Cette croyance naïve en l'exceptionalité de leur beauté qui fait tant de mal aux Kamits, qui ont pourtant illuminé la planète grâce à leur extraordinaire génie !

Un prolongement plus contrasté de la problématique, sinon de la nature divine du moins de l'unicité de la « race » blanche, se trouve chez Servier. En substance, celui-ci considère que si le monde blanc se conçoit comme relevant d'une essence naturellement supérieure, cette croyance n'opère pas en toute quiétude. L'Occident, écrit-il, en effet, lourd de toute l'angoisse d'un 19e siècle matérialiste, s'interroge inconsciemment sur les causes de son unicité au milieu de l'humanité. La théorie évolutionniste apparaît encore comme la seule plausible, dans tous les domaines. Il reste encore et toujours à nourrir de preuves sa fragilité et la naïveté de son ethnocentrisme.

Et, si ceux que l'auteur nomme « les philosophes de l'homme » se distinguent par leur recherche des origines de l'Occident, c'est parce qu'ils font « du reste de l'humanité une sorte de préface rudimentaire à la civilisation. La recherche de l'origine des institutions occidentales est bien certainement un signe d'inquiétude, une façon de s'interroger sur la perfection des lois qui régissent l'Occident, sur les coutumes et les usages qui y sont observés.

Sans doute, ces considérations, qui procèdent d'une conception évolutionniste des humanités, sont -elles déstabilisantes, parce que le problème de fond qu'elles posent est celui de la reconnaissance de l'altérité et l'impossibilité en laquelle se trouve l'Occident de le résoudre, car il l'amènerait à : « admettre qu'il y a chez l'Autre, comme en Occident, une logique, une morale, une philosophie, une métaphysique, une pensée. » De la perspective évolutionniste, l'Autre n'est jamais appréhendé, voire reconnu, comme un voisin/ prochain contemporain, mais plutôt comme un modèle scientifique dégradé.

D'après Todd, le comportement différentialiste des blancs n'est pas une réplique au comportement des noirs de cette même société. L'auteur privilégie« l'hypothèse d'une certitude métaphysique *a priori* de la différence humaine, logée dans l'inconscient (américain) blanc par un système anthropologique trouvant sa source originelle dans le système familial nucléaire absolu ». « La notion de non-égalité des frères et des hommes existe *a priori*. Elle doit se fixer sur un groupe humain quelconque. » La persistance d'un substrat inconscient différentialiste motive donc le refus de la reconnaissance de l'égalité de tous les hommes. Dans ce processus, ce serait les noirs, et eux seuls, qui se trouveraient porteurs de l'idée de différence, satisfaisant ainsi la mentalité différentialiste de l'Américain blanc. « Le choix de l'apparence extérieure des êtres comme critère ultime de classification révèle quelque chose de fondamental sur la « civilisation » (occidentale) : une prééminence accordée à l'apparence sur l'essence, et probablement une certaine incapacité à admettre l'existence d'un être intérieur ». Tout prête donc à croire que, dans le cas des noirs, l'apparence physique reste indépassable.

Origine historique du racisme

Le racisme ne s'explique pas par une cause unique ni par la "nature" des sociétés et de leurs membres, et aucune des théories extravagantes évoquées *supra* ne sauront nous égarer sur les pistes impraticables d'idéologies suprémacistes.

Les sciences sociales voient dans le racisme le résultat de processus historiques, économiques, politiques et culturels imbriqués, dont les effets se sont mondialisés au fil du temps. En effet, entre le XVe et le XXe siècle, le Yovodah, l'esclavage et le colonialisme européen ont produit un ordre mondial hiérarchisé, fondé sur l'exploitation et la deshumanisation des peuples asservis. Pour justifier la hiérarchisation des "races", le racisme anti noir sera et reste l'un des rares racismes à avoir été institutionnalisé à l'échelle globale pendant plusieurs siècles. Ces images circulent encore **au-delà des frontières**, y compris dans des pays où l'histoire locale n'inclue pas de populations noires importantes. Même après les abolitions et les indépendances, les structures économiques et mentales sont restées les mêmes. La "race" a été construite comme catégorie politique, non comme réalité biologique.

L'invention de l'infériorité des Kamits et la prétention de les civiliser, malgré la peur qu'ils inspiraient, ont été générées par la nécessité de justifier le système d'oppression esclavagiste et colonial que les Occidentaux leur imposaient.

De ce fait, des centaines de millions de kamits furent kidnappés, tués, déportés hors de Kama, asservis sur le continent même, pour satisfaire l'insatiable cupidité de ces prédateurs qui ne voyaient en eux que les outils indispensables au développement de leur économie…

La propagation des théories racistes au XIXe siècle a renforcé les croyances en la fameuse mission civilisatrice de ces rapaces qui avaient besoin de ce prétexte pour détourner le regard – le leur en premier lieu – des crimes gratuits qu'ils commettaient contre une "race" qui avait la mauvaise idée de posséder "trop" de ressources, trop de génies et des bras trop vigoureux.

Leur racisme servait - sert encore - à légitimer l'exploitation et l'expropriation de Kama et de ses enfants partout dans le monde… Les conséquences en sont une chaîne sans fin de brutalités (travail forcé, pillage des terres, décervelage…), qui ont désorganisé les sociétés kamites, et les a durablement inféodées aux exigences, manigances et manipulations incessantes des prédateurs occidentaux.

Une fois entre leurs mains, sur des territoires éloignés de Kama, les Kamits devenaient les captifs d'un monde et d'un ordre

impitoyables, qui instrumentalisent à tout propos leur couleur de peau.

L'analyse des *effets du racisme sur les personnes qui en sont les victimes* ne peut se faire sans interroger le **système de domination blanche lui-même**. Comme l'ont indiqué de nombreux analystes de la cause kamite, tant que l'on ne s'attaque pas à la structure *qui produit et reproduit le racisme*, toutes les tentatives d'éradication resteront superficielles ou vaines.

Ce système reste intouché, parce qu'il est profondément enraciné, construit depuis des siècles sur l'esclavage des corps "noirs", la colonisation qui a extrait richesses et savoirs des terres et des peuples non européens, le capitalisme racial qui continue de hiérarchiser les vies en fonction de leur couleur de peau.
Il ne s'agit pas seulement d'individus racistes, mais d'un ordre social, économique, politique, culturel… qui favorise le groupe dominant tout en rendant invisible cette domination, qui s'appuie sur des mythes tels que l'universalisme (que Bourdieu a analysé comme un impérialisme), la prétendue neutralité des savoirs, la suprématie blanche qui se nourrit de toutes les inventions des Kamits notamment…

Les Kamits (continentaux et déportés) sont particulièrement ciblés et impactés par le système de domination basé sur le racisme, qui se structure dans l'esclavage et la colonisation, et se poursuit (se parfait) dans la néo colonisation. Les discriminations actuelles que subissent les ressortissants des colonies caribéennes sous domination française sont une construction historique, depuis la colonisation : un lien existe en effet entre la situation coloniale et les racismes contemporains au sein de la société française, alors que celle-ci continue à n'accorder aucune place à cette histoire coloniale dans son histoire nationale. » Bien au contraire, ses **médias et ses supports culturels se sont employés à invisibiliser cette histoire et ceux qui la subissent, à grand renfort de stéréotypes et de caricatures éculées qui les mettent en scène sur fond de** violence, pauvreté, sexualisation, exotisme, etc.

Plusieurs paramètres expliquent le caractère durable du racisme anti kamites, qui est une tautologie, puisqu'il est à la fois racial, historique, économique et idéologique. En effet :

- La traite négrière et la colonisation ont ciblé essentiellement l'Afrique.
- L'idéologie raciste créée pour justifier ce système s'est cristallisée autour des Noirs et continue d'influer sur leur existence.
- Les conséquences de ces drames sont encore visibles : pauvreté structurelle de beaucoup de pays africains, discriminations des diasporas noires dans les sociétés occidentales.
- La couleur de peau et l'origine africaine ont été instrumentalisées pour justifier et maintenir des systèmes d'exploitation inhumains associés à des considérations émotionnelles. Le hasard n'a joué aucun rôle dans ce processus.
- L'exploitation des "Noirs" a été historiquement - et est encore -rentable pour l'Europe, et l'idéologie raciste a pour finalité la justification de cette vaste entreprise de pillage.
- Les théories raciales qui ont hiérarchisé l'humanité ont laissé des traces profondes dans les mentalités, sur tous les continents.
- Kama et les Kamits ont été les principales cibles de ce système de domination, depuis l'esclavage transatlantique (XVIe-XIXe siècles), pour plusieurs raisons :
- Proximité géographique : l'Afrique de l'Ouest était accessible par bateau depuis l'Europe
- Les Européens exploitent les réseaux commerciaux préexistants (traite arabo musulmane).
- Ils avaient besoin d'une main-d'œuvre massive pour leurs plantations, et savaient comment la "recruter".
- Priorité a été donnée au développement économique de l'Europe, par les moyens les plus violents qui soient…

« La « découverte » du noir a été suivie, contrairement à celle de l'Arabe ou du Turc, de l'acquisition des statuts d'*Autre* et d'*altérité extrême*. Cela explique en partie que les relations qu'ont entretenu, qu'entretiennent et qu'entretiendront longtemps encore noirs et blancs sont et seront des relations singulières. Elles ne sont à nulles autres pareilles. Elles sont complexes, ainsi que l'écrivent Grier & Cobbs : « (l)es contacts permanents qu'ils ont eus les uns avec les autres ont moins affecté le Blanc que le Noir, mais leurs effets sur le Blanc ont eu plus d'importance puisque c'est lui qui décidait de la politique à suivre. »

Ces relations sont basées sur la croyance du blanc en l'infériorité du noir. Qu'elle s'exprime ou non, cette croyance est toujours implicite, omniprésente, ressentie

agie, active, profondément enkystée dans la représentation du blanc, et ses effets sont plus que perceptibles dans les rapports qui s'entretiennent au quotidien entre ces deux groupes. Cette conviction résulte en partie des modalités historiques - déjà évoquées - de l'entrée en contact des Européens avec les Africains. A tous les points de vue, ceux-ci se sont perçus comme supérieurs aux noirs. Il est difficile, dans ces conditions, d'accepter le succès du noir quand l'on estime que c'est au cadre de la culture occidentale qu'il le doit. Accepter son succès serait le regarder comme un égal, or l'arrière-plan culturel, celui qui fonde les représentations de l'Occidental, ne le prédispose pas encore à accepter la présence de ce concurrent potentiel. Non pas que son succès ne soit probant, mais l'on estime qu'il n'aurait pu l'avoir dans le cadre culturel originel qui est le sien. C'est donc une performance qu'il « vole » à l'Occidental : il faut alors - comme le dit Bastide - « le remettre à sa place »

Le racisme dans le discours des élites

« Les élites européennes sont racistes, et de longue date. Leur racisme ne se limite pas à de simples « mots » ou « idées », mais il constitue une pratique sociale envahissante et influente qui donne lieu, pour les minorités, à des formes concrètes d'inégalité ethnique et de subordination dans la vie de tous les jours. »
…il semblerait que les élites et les institutions en Europe allient une doctrine officielle non raciste à la pratique quotidienne plus que fréquente de la discrimination liée à des idéologies racistes et ethnicistes.
Le **colorisme** est une déclinaison redoutable du racisme occidental, en ce qu'il réplique le système des hiérarchies raciales en interne, autrement dit, entre des personnes qui appartiennent au même peuple. En effet, dans des sociétés coloniales africaine et afro descendante sous domination française, majoritairement kamites donc, la réussite scolaire et sociale est le plus souvent associée à la proximité avec les normes de ce pays colonisateur, les enseignants français ou "afro" reproduisent ces biais, vu que, dans de tels contextes, le racisme est structurel et intériorisé. "La hiérarchisation raciale fonctionnelle aidant,l'idéologie raciale qui sera répliquée dans les relations que les avatars entretiennent entre eux: phénotypes, nuances chromatiques de la peau, textures des cheveux, métissage biologique, etc. Toutes les ruses sont exploitées dans l'entreprise de destruction matérielle et symbolique méthodique du *corps noir*. Les jalousies entre avatars, destructrices, inhibent toute forme d'initiatives solidaires…"

Les soubassements symboliques du racisme

Comment expliquer qu'un peuple dépourvu de l'essentiel, qui fonde son système économique sur des matières premières dont il ne dispose pas sur son continent, se perçoive supérieur aux autres qu'il maltraite ?
Les rapports de pouvoir que les Occidentaux établissent avec leurs victimes sont basés sur une domination militaire, sociale, culturelle, politique et symbolique… Pourtant, le fait de ne pas être dotés des ressources nécessaires au développement de leur économie libérale, ne les empêche pas de concevoir qu'ils appartiennent à un groupe social supérieur en tout point. Cette autoreprésentation est nourrie à la source d'une idéologie dominante adossée à un récit historique d'une audace inégalée, fabriquée sur la base de l'invention d'une identité extrêmement valorisante, qui éconduit tout sentiment d'infériorité "naturellement" généré par la comparaison quantitative et triviale, mais courante, entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas...
Le fait d'avoir développé en amont des entreprises esclavagiste et coloniale leurs théories pseudo scientifiques sur l'infériorité de la "race noire", autorisait à se structurer une identité de "race supérieure" qui les bardait contre toute mauvaise conscience, sans risque de biais pour leurs activités délinquantes et ou criminelles. Cette **supériorité perçue** leur a permis de substituer la supériorité réelle des Africains (économique, sociale, culturelle…) à une présumée supériorité symbolique, grâce à laquelle ils surmontent leur pauvreté en ressources, principal mobile de leurs activités prédatrices. Se sentir supérieurs à ceux dont ils dépendent économiquement est une manière de ne pas ressentir leur propre fragilité ; un déni de l'humiliation ; une dynamique psychologique par laquelle l'arrogance devient une posture naturelle de survie ; une posture de compensation qui consiste à s'imaginer dominer le monde alors qu'ils n'en ont pas les moyens, et que, de ce fait, leurs buts ne peuvent être atteints que par la violence.

L'arrogance devient pour eux, dans ce cas de figure, une armure psychologique, une stratégie défensive, contre la honte ou la précarité ; attitude qui les insensibilise contre les conséquences des maltraitances systématiques qu'ils font subir aux peuples dont le malheur est d'être dotés de ressources très convoitées…

Bourdieu fait état de *violence symbolique* pour désigner cette forme de domination qui s'exerce non par la force brute, mais par **l'imposition de catégories de perception et de pensée**. Les colonisés dominés **intériorisent** en effet ces logiques de domination, même en étant conscients de posséder plus de ressources que ceux qui les dépouillent.

Dédaigner ceux-là mêmes qu'ils exploitent ; ceux par qui ils s'enrichissent, est la stratégie polémologique la plus élaborée connue dans la guerre symbolique que les Occidentaux livrent aux Kamits. Une telle stratégie est à l'origine de l'invention de l'avatar 'Noir' faible, dépendant, servile, pauvre, dépourvu de tout génie, handicapé du cerveau, etc., avec lequel ils s'imaginent être en relation. Une posture qui masque un ressentiment profond, une forme d'agressivité sociale refoulée, qui trouve à s'évacuer dans une relation asymétrique imposée, par laquelle les Occidentaux gardent un pouvoir concret, mais fragile, sur un autrui fabriqué de toutes pièces, et de ce fait imprévisible.

Comment se manifeste le racisme à notre époque et comment évolue-t-il ?

Le racisme, qui se pratique dans l'Occident moderne est une idéologie héritée des « savants » et philosophes occidentaux, est passé, dans les premiers temps de la colonisation, de *racisme d'extermination* à *racisme de domination*. L'un comme l'autre extermine et déshumanise.
Au fil des années, écrit Christian Delacampagne (2000), l'idée de la supériorité des blancs sortira du cercle étroit des lettrés pour se diffuser dans 1'opinion publique. Elle préparera les esprits à accepter, sans problème de conscience, la destruction de populations entières, simplement parce que celles-ci sont « sauvages » (Hottentots d'Afrique australe, Aborigènes australiens, Natifs d'Amérique du Nord et bien d'autres disparaîtront ainsi, en silence, entre la fin du XVIIIe et celle du XIXe siècle). Elle finira, enfin, par frapper l'imagination de quelques politiciens qui, en plein XXe siècle, la mettront au service de leur soif de pouvoir absolu. ».

Le manque d'empathie

Le manque d'empathie observé dans l'opinion mondiale ? lorsque les victimes à déplorer sont Kamites, est toujours d'actualité dans les sociétés modernes. Cette situation est analysée dans un texte du sociologue Marco Diani et de Patrick Lozès (président du Capdiv) (2005), intitulé **« Pourquoi les morts Noirs laissent-ils indifférents ? »**
Leur article interroge l'absence d'indignation populaire et le silence des élites, qu'il s'agisse des milliers d'Africains qui disparaissent dans la méditerranée ou des millions d'autres qui meurent de famine et dans les guerres qui ravagent le continent, dans l'indifférence générale. Une indifférence entretenue face aux Noirs victimes de racisme et de discriminations multiformes qui ne sont ni entendus ni protégés, parce qu'ils forment un groupe humain que l'imaginaire collectif occidental, notamment, enferme dans un statut de groupe inférieur, infrahumain, envers lequel aucun sentiment d'empathie n'est cultivé. De fait, la forme de stigmatisation très particulière dont souffrent les Kamits entretient un lien avec l'histoire de l'esclavage et de la colonisation. Toutes les injustices dont ils sont victimes consacrent leur exclusion effective de toutes les sphères décisionnaires, là où se partagent les bénéfices de leur travail. Selon Diani et Lozès, cette attitude a pour soubassement « *un véritable préjugé collectif national qu'il s'agit de modifier en profondeur* ». Il est d'autant plus résistant, que son fondement repose sur des logiques raciales, que l'inconscient collectif conditionné entérine sans l'interroger. » Ainsi, la pensée raciste permane dans un illogisme aveugle chez l'Occidental moderne, pour répondre aux besoins de son propre équilibre mental, et de la sorte, se sauver de ses propres contradictions, car il s'agit pour lui de rester maître du jeu, coûte que coûte.

Pour se manifester et permaner, le racisme utilise les procédés suivants :
Déshumanisation ; Chosification / animalisation ; Hiérarchisation raciale ; Paternalisme versus Infantilisation ; Instrumentalisation ; Réductionnisme ; Exotisation ; Folklorisation; Tribalisation ; Identités fictives…

Ces constructions alimentent tous leurs supports éducationnels, et irriguent toutes les institutions de

ces pays coloniaux (presse, littérature, cinéma, télé, publicité, images, imaginaires soigneusement construits, etc., et, du fait de l'imposition des institutions coloniales aux dominés asservis, ces derniers sont socialisés dans la vision que donnent d'eux les Occidentaux : des colonisés aliénés, stigmatisés, racisés et auto racisés, dépourvus de tout système de référence proximal, empêchés de se socialiser dans leurs cultures, privés de leur Histoire, mais paradoxalement traités d'aliénés, incapables d'accéder à un imaginaire endogène,en complète immersion dans une culture hétéronome qui les relègue dans les zones d'invisibilisation qui sécurisent ceux à qui craignent la restauration de leur civilisation…
Visiblement, les Kamits sont les cibles d'un sabotage incessant de leur soubassement civilisationnel – plus que jamais d'actualité -, d'une oppression qui fabrique méthodiquement leur ignorance d'eux-mêmes ; les détache de leurs traditions, de leurs langues, de leur spiritualité, de leurs généalogies, des figures emblématiques de leur peuple ; de leur propre image qu'ils sont nombreux à refaçonner dans des cabinets de chirurgie plastique…

Racisme versus xénophobie : une confusion de genre qui protège les activistes

Le *racisme* c'est la croyance qu'il existe une hiérarchie entre des « races » qui seraient supérieures, et d'autres qui seraient inférieures. Sur cette base, aux différences biologiques qui caractérisent les groupes humains sont attribuées des significations intellectuelles, sociales, morales, etc., et c'est au nom de la présumée hiérarchie et des attributions distinctives qui leur sont appliquées que certaines « races » seraient prétendument prédisposées à dominer, et d'autres qui en seraient privés, à être dominées.

Analyser objectivement le fonctionnement du racisme passe par une compréhension de son mode opératoire ; des raisons pour lesquelles il blesse si profondément et la facilité avec laquelle les racistes parviennent à l'instrumentaliser. C'est une arme de guerre (au sens moral et idéologique) à la fois stratégique, symbolique et psychologique, utilisée pour dominer, affaiblir et légitimer des rapports de force. Sa dangerosité – et sa puissance de ce fait - tient à sa capacité à se faire passer pour une évidence plutôt que pour une attaque, et pour son pouvoir de déstabilisation interne de ses victimes...
C'est même l'une des armes symboliques les plus puissantes connues dans les relations humaines, parce qu'elle agit simultanément sur l'individu, le groupe et l'ordre social. Il s'agit d'affaiblir intérieurement la personne ou le groupe cible ; de diminuer sa confiance en soi ; de provoquer chez elle ou chez lui de la colère ou de la honte ; de le dénigrer symboliquement aux yeux des autres et à ses propres yeux ; de le rendre ridicule, l'amener à se sentir inférieur, illégitime ; l'affubler de dénominations dévalorisantes, condescendantes et humiliantes…
Comment opère ces phénomènes ?
Le racisme est utilisé comme une arme qui attaque l'**identité** et la **légitimité** de la personne ou du groupe-cible ;l'installe dans une **asymétrie de statut** (dominant / dominé), mais surtout cherche à provoquer chez lui une **réaction émotionnelle** (colère, perte de contrôle…).
Cette arme est particulièrement efficace, parce qu'elle ne se contente pas de hiérarchiser et d'insulter: elle **l'assigne à une identité dévalorisée** présentée comme naturelle, permanente et collective. Sa finalité est la déshumanisation et la légitimation/ normalisation de la domination. Il utilise souvent des euphémismes, des ruses intellectuelles comme les techniques de dissimulation, autant de procédés qui font écran aux motivations de l'agresseur raciste qui craint pour sa réputation s'il est démasqué…

L'esclavage et la colonisation ont ainsi constitué, et constituent encore, les cadres des violences de toutes natures exercées contre les Kamits, appuyées par la production d'outils de dénigrement, de langages, d'images et de récits destructeurs contre les personnes "racisées"...Le peuple kamit – principalement ses membres qui manquent de sécurité affective et d'estime de soi - se montre très affecté par le racisme pratiqué à son endroit partout dans le monde, pour des raisons qu'il ne s'explique pas, parce que l'expression de la **haine « gratuite »** ne fait pas partie de son paradigme civilisationnel…

L'on ne peut pas ne pas s'interroger sur les raisons qui expliquent que si tous les peuples « non blancs » sont exposés au racisme, ils n'en subissent pas avec la même intensité les manifestations haineuses qui touchent singulièrement les Kamits. Ce constat amène à distinguer le racisme de la xénophobie qui ciblent les Kamits.

Racisme et xénophobie sont en effet des manifestations de rejet,

et même de discrimination, mais n'obéissent pas aux mêmes logiques. Ils ne sont donc pas à confondre, mais leur imbrication a des répercussions d'une particulière violence…

La *xénophobie*, contrairement au racisme, relève d'une peur de l'*Autre* affublé de tares qui inspirent de la répulsion soit du fait de sa couleur de peau soit du fait de ses mœurs ;du sentiment d'étrangeté et d'insécurité qu'il inspire. Le sentiment xénophobe ne s'exprime pas seulement à l'encontre des personnes d'une autre « race », contrairement à ce qu'il en est dans le racisme, mais il s'intensifie considérablement lorsqu'il est combiné au racisme. L'accent qu'il faut mettre sur cette distinction à faire entre racisme et xénophobie vient de l'observation que, dans les manifestations de rejet que les Kamits subissent, il y a de la haine et de la violence. À cela s'ajoute le sentiment que cette violence s'enracine dans une peur inexpliquée, éprouvée à leur contact, alimentée par les préjugés qui les ont construits, dans la civilisation occidentale, en figure répulsive et violente.

Il ne fait pas de doute que la question des manifestations particulièrement violentes et haineuses à l'encontre des Kamits spécifiquement doit être élucidée. Si leur couleur de peau les rend hyper visibles dans le monde des blancs – ce qui leur confère le statut d'altérité extrême qui éveille de manière plus immédiate et plus agressive des comportements discriminatoires à leur égard -, devra également être pris en compte dans ce salmigondis de ressentis, de préjugés, de perceptions et d'émotions mal contrôlées, l'histoire de l'esclavage et de la colonisation récente des Kamits. Ces drames coloniaux n'ont jamais été sérieusement enseignés ni assumés par les pays colonisateurs. Les clichés racistes forgés dans ces contextes socio-historiques n'ont donc pas été déconstruit. Les stéréotypes qui ont vu le jour dans ces contextes ; les représentations qui associent l'existence des Kamits à la violence, au sexe, à l'infériorité intellectuelle, à l'absence de civilisation, aux conduites archaïques, etc., n'ont pas non plus été déconstruits, et demeurent donc actifs dans les mentalités occidentales, et aujourd'hui, asiatiques et arabo-musulmanes, et indirectement, par aliénation raciale, dans celles des victimes elles-mêmes.
Pour bien comprendre la haine et les violences notamment policières qui se déchaînent contre les Kamits, qui se donnent à voir dans les médias occidentaux, il convient de distinguer la situation d'isolement qu'ils vivent, des représentations (préjugés et stéréotypes) qui n'ont pas évolué, comme s'il fallait leur faire porter toute la charge symbolique des rejets de peuples à peuples, ce rien de naturel. Les Kamits sont donc victimes de formes de rejet et d'hostilité spécifiques et cumulées (racisme, xénophobie et visibilité « raciale » problématique) que ne connaissent pas les autres peuples « non blancs ». « (L)*a tentation de l'accusation biologique est commode : la couleur de la peau, le faciès, la chevelure cristallisent la peur et recueillent, en retour, l'agressivité* », écrit Albert Memmi (1982, 124). Ces considérations, qui imposent de reconnaître que les Kamits subissent des traitements spécifiques dans les sociétés modernes, éclairent la « xénophobie raciste » ou le « racisme xénophobe » sous un jour qui est rarement appréhendé de manière rationnelle. En effet, la dose d'**antipathie raciale** (dimension psychologique) que recèle ce phénomène est rarement analysée, l'accent étant mis préférentiellement sur ses causes économiques. Interrogé sous l'angle de l'antipathie raciale et de l'hostilité émotionnelle qu'il exprime contre l'étranger, le racisme ne peut plus être exclusivement considéré comme un outil de domination, mais également comme l'expression, chez certains peuples, de manifestations émotionnelles qui relèvent, outre de peurs irrationnelles, du sentiment de supériorité et du plaisir que leur procure cette représentation.

Pourquoi les Kamits souffrent-ils autant du racisme ?

Les individus sont très facilement fragilisés lorsqu'ils sont touchés dans leurs émotions, car les émotions sont au cœur de leur identité et de leur survie psychologique. Lorsqu'ils sont touchés, ce n'est pas seulement une *réaction affective* qui est en jeu, mais tout un ensemble de mécanismes biologiques, psychiques et sociaux, parce que ces émotions, qui sont liées à l'estime de soi, sont à la base de la valeur personnelle qu'ils s'accordent.



La neurobiologie documente la force de destruction de l'arme que constitue le racisme :le cerveau traite la menace émotionnelle comme une menace vitale :l'amygdale cérébrale réagit très rapidement aux signaux émotionnels (rejet, humiliation, peur, etc.). Elle déclenche des réponses de stress similaires à celles d'un danger physique. Autrement dit, une blessure émotionnelle peut activer les mêmes circuits que la peur de mourir.

Que pensez-vous des campagnes, actions et mouvements contre le racisme et quel est leur impact réel ? Après le décès de George Floyd en mai 2020 suite à des violences policières, on a observé une vague d'indignation à travers le monde et la création de mouvements et slogans tels que "Black Lives Matter". Croyez-vous à la sincérité de ces actions et quel bilan faites-vous de celles-ci en termes d'efficacité ?

Le foisonnement de textes de loi et de dispositifs généreux dans leur formulation, destinés à combattre le racisme ne parvient pas à éradiquer ce fléau omniprésent dans les sociétés modernes. Quelles raisons expliquent leur difficile application ? Pourquoi un tel écart entre ces dispositions légales qui restent le plus souvent lettre morte et leur application effective ?
La principale raison de cet échec est que ces textes de loi destinés à lutter contre le racisme n'ont de valeur que **déclarative**. Leur mise en œuvre dépend strictement de la **volonté politique** des États et des institutions. Ceux-ci signent parfois de telles déclarations dans des **contextes diplomatiques** (ONU, UNESCO), non par conviction, mais pour faire croire qu'ils respectent les droits humains, car ces dispositions n'ont ni force juridique ni caractère contraignant. En réalité, il s'agit de se donner bonne conscience et de soigner son image à l'international, des dispositifs de contrôle étant le plus souvent inexistants et ne prévoyant pas de sanctions en cas de non-application des recommandations préconisées par ces déclarations. Les États ont intérêt à **maintenir ces textes dans le registre moral.** N'étant tenus à **aucune obligation de résultat,** leur mise en œuvre politique reste nécessairement limitée**.** Les questions des droits humains et de la lutte contre le racisme étant **dépourvus de moyens coercitifs,** l'ONU, l'UNESCO ne peuvent que dénoncer ou condamner.
Ces textes énoncés comme des **principes éthiques et moraux** et non comme des lois, sans pouvoir contraignant par leur nature juridique, ne sont pas des traités. Ils seraient efficaces, s'ils étaient intégrés au droit national des pays qui les entérinent.



C'est tout le contraire qui s'observe relativement aux dispositions prises dans des domaines comme le commerce ou les accords militaires, qui sont prises sur la base d'**organisations puissantes** (OMC, OTAN), dotées d'un pouvoir de coercition contre les États qui ne respectent pas les règles. Dans les domaines de la fiscalité, de la circulation, de la sécurité, etc., les États imposent des règles strictes et des sanctions très dures aux citoyens qui ne peuvent pas s'y dérober. Il existe donc un double standard juridique pour des domaines comme les impôts : l'État impose et sanctionne sévèrement les citoyens.

Pour le maintien de l'ordre, l'État dispose de lois strictes et d'une police armée, mais pour le racisme, il se contente d'appeler à la tolérance et à l'éducation, sans contraindre les institutions elles-mêmes. La raison de ce double standard juridique dans le traitement du racisme est que **l'ordre racial est fonctionnel** : il permet de préserver une hiérarchie sociale qui bénéficie aux États et groupes dominants. Contrairement à la fiscalité, la lutte contre le racisme ne figure pas dans leurs priorités politiques, car elle ne menace pas directement le fonctionnement des États. Les gouvernements privilégient donc des textes "incitatifs" pour ne pas heurter **les entreprises, les élus locaux, les électeurs**… Ils fixent des "principes", mais laissent chaque État libre de les appliquer ("soft law").

En d'autres termes, **le droit international sur le racisme est pensé comme un discours de façade, pas comme un instrument de transformation sociale.**

Ancrage structurel et culturel du racisme

Les préjugés raciaux sont **profondément ancrés dans les institutions et dans les mentalités occidentales**. Le droit fait mine d'interdire les discriminations raciales, mais **les pratiques quotidiennes et les inégalités historiques persistent, relayées par les contenus des programmes scolaires, faute d'être véritablement combattues et faute de volonté politique.** En effet, malgré l'interdiction légale des discriminations, **les institutions** (police, justice, école, emploi, logement, éducation**)** continuent de reproduire les inégalités et la haine raciales héritées de l'histoire coloniale et de l'esclavage.

Si l'éducation est identifiée comme un outil clé de lutte contre le racisme, beaucoup de pays manquent de moyens et/ou de volonté pour former les enseignants à cette tache et réformer les manuels scolaires…

Résistance sociale et culturelle

Les mentalités évoluent plus lentement que les lois. Si bien que même lorsque les États interdisent le racisme, **les stéréotypes et les préjugés continuent de se transmettre** à travers leurs supports éducationnels, leurs médias, leurs familles, etc.

Les lois ne suffisent donc pas à transformer des **représentations socio raciales** ancrées dans les mentalités depuis des siècles. Les groupes dominants craignant de perdre leurs privilèges **résistent aux mesures qui favorisent l'égalité**. L'éducation et les médias qui devraient déconstruire les préjugés sont souvent les premiers à les véhiculer et à détruire l'image des Kamits en première ligne …

Il existe donc un fossé entre la **norme juridique** affichée (qui fait finalement office de vœu pieux) et la **réalité sociale** (creuset d'un racisme structurel persistant et décomplexé, dans lequel s'exercent de multiples formes de discriminations – allant des plus subtiles aux plus grossières – en toute impunité, faute de sanctions contre les contrevenants).

Lutter contre le racisme c'est menacer les privilèges des groupes sociaux qui en bénéficient

La question raciale est très complexe et les résistances qui lui sont opposées sont très fortes, du fait **qu'elle touche les fondements historiques et structurels des États occidentaux**. Beaucoup de ces États modernes ont en effet des racines esclavagistes et coloniales.

Lutter véritablement contre le racisme et ses corollaires pose *de facto* **la question des réparations** qui aura des **répercussions économiques, politiques et symboliques profondément déstabilisantes, d'où les résistances que leur opposent les Occidentaux,** qui préfèrent commettre des déclarations de principe qui ne tirent pas à conséquence pour eux, dans un manque total de respect pour ceux qu'ils empêchent encore d'exister.

Lutter efficacement contre le racisme supposerait une **redistribution du pouvoir, des richesses, des privilèges et l'accès de tous aux ressources** disponibles (éducation, emploi, logement), et le changement des structures sociales et historiques dont beaucoup d'États profitent encore. Mais ces transformations profondes sont perçues comme une **menace par les élites** qui y résistent, précisément parce qu'elles en tirent d'importants bénéfices. **Le racisme structurel demeure en effet un outil implicite de maintien des hiérarchies sociales et économiques entre les catégories raciales**, sans compter que l'échec programmé de ces textes juridiques sans pouvoir contraignant renforce les freins que mettent les dominants à saper les bases d'une trop forte identification des dominés à la société dominante, les forçant à se sentir *persona non grata* partout où ils se trouvent.

En résumé, les déclarations pompeuses sur les droits humains sont admises, tant qu'elles ne modifient pas les rapports de pouvoir existant. Considérées comme relevant de leur **souveraineté interne**, les États concernés refusent de se soumettre aux décisions des organismes internationaux sur ces questions, celles-ci n'ayant pas force de loi.

Le caractère non contraignant des dispositifs destinés à lutter contre le racisme et les discriminations est donc une stratégie de maintien de l'ordre existant, destinée à faire écran à la détermination des dominants à ne rien changer à l'ordre du monde et aux hiérarchies raciales qui permettraient une meilleure distribution des ressources de la planète.

L'une des ruses des États occidentaux consiste à **faire croire qu'ils agissent, sans rien changer en profondeur.** En multipliant "plans", "chartes", "journées de sensibilisation" ou "déclarations solennelles" contre le racisme, les dominants affichent une façade vertueuse. Mais du fait que ces mesures n'ont **de**

force ni contraignante ni coercitive et ne sont assorties d'aucune obligation de résultat, les structures qui produisent les inégalités raciales restent intactes. C'est l'enjeu de toute " **politique symbolique** " ou " **performative** " : on donne l'impression de changer, on apaise les critiques, mais en réalité rien ne bouge. Ainsi se trouve **détourné un débat de fond vers des enjeux "moraux" plutôt que structurels.** Ainsi se voit réduit le racisme à un problème d'**individus ignorants et intolérants** au lieu d'une prise en charge de son envergure systémique (colonialisme, exploitation économique, politiques d'État). Pour remédier à cette situation, il faudrait donner une force juridique contraignante aux textes antiracistes ; mettre en place des sanctions internationales contre les États qui laissent prospérer ce fléau, et surtout **repenser les institutions héritées des inégalités historiques** ; **redistribuer les richesses, redéfinir les missions des institutions internationales, réparer les crimes commis contre les peuples spoliés, et surtout libérer ces peuples des griffes occidentales…**

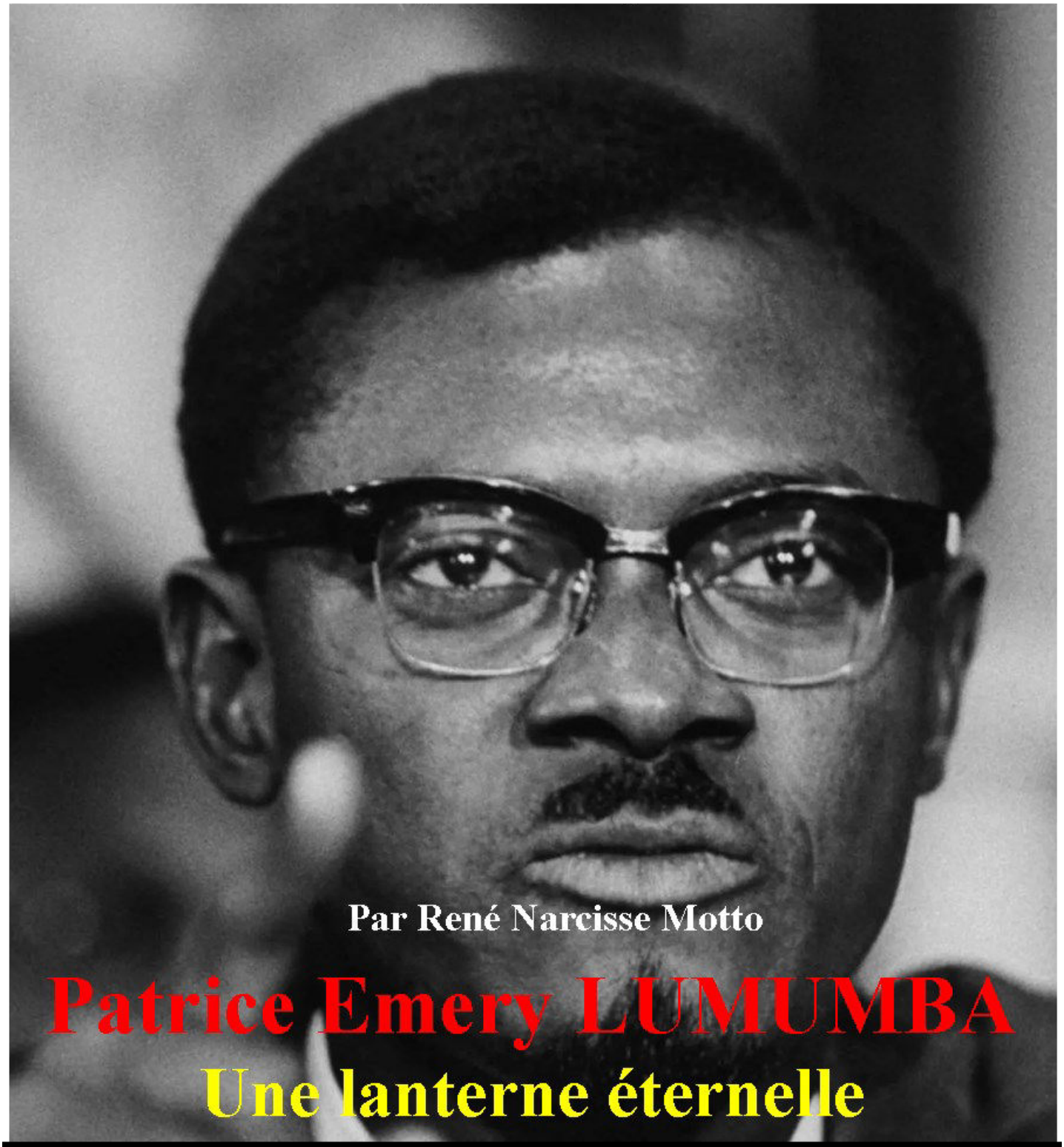
Car sans être naturel, l'ordre socio-racial actuel est conçu pour durer. Cet ordre se régule de soi-même, car il sait absorber les contestations, le capitalisme et le racisme systémiques étant flexibles, ils arrivent à intégrer les critiques pour se réinventer sans disparaître. Cette flexibilité qui donne l'impression de changement sait manœuvrer de manière à préserver l'essentiel des rapports de domination. L'ordre socio-racial est conçu pour se reproduire indéfiniment si rien n'est fait pour le contrer. Il peut être renversé, mais cela demande des stratégies collectives de lutte contre les dispositifs qui donnent une illusion de progrès.

On entend de plus en plus parler de "racisme inversé", pour faire allusion au racisme anti-blanc. Cette notion vous paraît-elle pertinente ou est-ce qu'il s'agit davantage de manipulation ?

Les Blancs ne se pensent comme un groupe racisé que par malhonnêteté intellectuelle. Étonnant en effet qu'ils fassent état de racisme anti-blanc, alors qu'ils évitent soigneusement la question des "privilèges blancs », précisément garantis et protégés par le racisme structurel. Ils ont en effet pris l'habitude de considérer ces privilèges comme allant de soi.
En sciences sociales, le racisme est défini comme un système de hiérarchisation durable, soutenu par des institutions, qui produit des inégalités quantifiables. Selon cette définition, le racisme implique **un rapport de pouvoir** et se manifeste par des effets structurels (emploi, logement, police, école). Il est donc crucial d'attirer l'attention sur **l'usage politique qui est faite du racisme, qui présente les blancs comme les victimes d'un présumé racisme exercé à leur encontre par les victimes du racisme structurel.**
Dans les sociétés occidentales actuelles, il n'existe pas de système structurant qui défavorise les Blancs en tant que groupe racial. Beaucoup de discours **mélangent** l'offense individuelle et la domination structurelle. Il n'est en effet pas concevable de confondre une attaque personnelle avec le racisme systémique. Il est plutôt fait état de **discriminations interpersonnelles** ou de **violences verbales**, pas de racisme systémique.
Pourtant, de manière opportuniste, dans les médias polémiques et sensationnalistes de nombreux pays, l'expression est politisée et utilisée pour manipuler.
L'on parle de « racisme anti-blanc » parce que le mot *racisme* est utilisé hors de son cadre analytique ; il sert de **réponse défensive** à la critique des privilèges blancs ; il est **instrumentalisé politiquement par certains partis politiques…** Les analyses des sciences humaines démontrent que **le racisme anti-blanc n'existe pas comme système,** parce que s'il est vrai que des blancs peuvent subir des actes hostiles, assimiler ces actes au racisme structurel **brouille l'analyse** et empêche de traiter les vraies inégalités causées par cette institution.L'expression « racisme anti-blanc » a cela de démagogique qu'il sert à **renverser la position de victime** et à délégitimer les luttes antiracistes. Cette stratégie opportuniste vise à empêcher de comprendre pourquoi certains groupes sont durablement désavantagés, mais elle est vite mise en échec lorsqu'on examine les statistiques d'accès aux ressources disponibles et les trajectoires sociales.
Les blancs ne s'inscrivent pas dans une histoire d'exclusion institutionnelle: **il n'existe pas de symétrie situationnelle entre blancs et personnes et groupes « racisés »**



Juliette Smeralda est Auteure de plusieurs ouvrages sur les questions raciales et esthétiques noires entre autres, et est une conférencière. de renommée internationale.



Par René Narcisse Motto

Patrice Emery LUMUMBA

Une lanterne éternelle

Dans leurs sombres desseins, ses bourreaux pensaient l'avoir éteint et par la même occasion, enterré son combat et sa vision d'une Afrique libre et digne. Ils ne savaient pas qu'il était une graine qui ne cesse de germer et de produire des millions de Lumumba.

Figure historique



Il est des noms qui traversent le temps sans jamais perdre leur éclat. Des figures que l'histoire officielle tente parfois de réduire à des dates ou à des événements, mais dont la portée dépasse largement les cadres chronologiques. Patrice Emery Lumumba appartient à cette rare catégorie d'hommes dont la vie, brève mais intense, continue d'éclairer les consciences. Plus de soixante ans après sa mort, il demeure un guide et une source d'inspiration, une lanterne éternelle pour l'Afrique et pour tous les peuples épris de liberté.

Un enfant du Congo colonial

Né le 2 juillet 1925 à Onalua dans le Congo alors sous domination belge, Patrice Lumumba grandit dans un environnement marqué par la ségrégation, l'injustice et la négation systématique de la dignité africaine. La violence du système colonial ne laisse que peu de place à l'émancipation intellectuelle des Congolais, mais Lumumba se distingue très tôt par sa curiosité, son goût pour la lecture et son sens aigu de l'observation.
Autodidacte, il s'approprie la langue française avec une maîtrise remarquable, fait rare à l'époque. Cette capacité à manier le verbe deviendra plus tard son arme la plus redoutable. Lumumba comprend que la domination coloniale ne repose pas seulement sur la force militaire, mais aussi sur le contrôle du récit, sur la confiscation de la parole des peuples dominés.

La naissance d'un leader politique

Dans les années 1950, le Congo entre progressivement dans une phase d'éveil politique. Les revendications sociales et identitaires se multiplient. Lumumba s'engage alors pleinement dans la vie publique et fonde, en 1958, le Mouvement National Congolais (MNC). Contrairement à d'autres formations politiques basées sur des appartenances ethniques ou régionales, le MNC prône l'unité nationale et une indépendance véritable, sans compromis.
Cette vision panafricaine et inclusive fait rapidement de Lumumba une figure centrale du combat anticolonial. Il ne se contente pas de réclamer l'indépendance ; il en définit le contenu. Pour lui, la liberté politique n'a de sens que si elle s'accompagne de la souveraineté économique et de la maîtrise des ressources nationales.

Le 30 juin 1960 : un discours qui change l'histoire

Le jour de l'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, restera à jamais gravé dans la mémoire collective africaine. Alors que les cérémonies officielles prévoyaient un protocole strict et des discours empreints de courtoisie diplomatique, Patrice Emery Lumumba brise les codes. Dans une allocution improvisée mais puissante, il rappelle les souffrances du peuple congolais : les humiliations, les violences, le travail forcé, le mépris racial.
Ce discours, salué par les peuples opprimés et perçu comme un affront par les anciennes puissances coloniales, marque une rupture symbolique. Pour la première fois, un dirigeant africain ose dire la vérité en face, sans fard ni complaisance. Lumumba devient alors le porte-voix d'une Afrique qui refuse les indépendances factices.

Premier ministre dans la tourmente

Nommé Premier ministre du Congo indépendant, Patrice Lumumba hérite d'un pays fragile, miné par des divisions internes et des convoitises étrangères. Les richesses naturelles du Congo, notamment dans la province du Katanga, attisent les appétits. Très vite, des forces centrifuges entrent en action, soutenues par des intérêts économiques internationaux.

Face à ces crises, Lumumba tente de préserver l'unité nationale. Il sollicite l'aide des Nations unies, mais se heurte à une neutralité ambiguë. Acculé, il se tourne vers d'autres partenaires internationaux, un choix qui, dans le contexte tendu de la Guerre froide, lui vaudra d'être catalogué et diabolisé.

La chute d'un homme, la naissance d'un mythe

Isolé politiquement, trahi par certains de ses compatriotes, Patrice Lumumba est arrêté, humilié, puis transféré au Katanga. Le 17 janvier 1961, il est assassiné dans des conditions atroces. Son corps est détruit, dissous, dans une tentative macabre d'effacer toute trace de son existence, pour que jamais il ne soit érigé en héros pour son peuple. Mais l'histoire en décidera autrement. Sa mort provoque une onde de choc à travers le monde, et son nom et son œuvre se répandront comme jamais on ne l'aurait imaginé. En Afrique, Lumumba devient un martyr de la cause panafricaine. En dehors du Continent, il est élevé au rang de symbole de la lutte contre l'impérialisme et le néocolonialisme.

Une figure universelle de résistance

Au fil des décennies, Patrice Lumumba dépasse les frontières congolaises. Son nom est invoqué dans les luttes de libération, les discours politiques, les œuvres artistiques et les cercles intellectuels. Il incarne l'image du leader intègre, prêt à sacrifier sa vie pour ses convictions.
Cependant, cette glorification ne doit pas occulter la complexité de son héritage. Lumumba n'était ni un saint ni un idéologue figé. Il était un homme confronté à des réalités politiques brutales, dans un contexte international hostile. C'est précisément cette humanité, faite de courage et de vulnérabilité, qui rend son parcours si puissant.

Une lanterne pour l'Afrique d'aujourd'hui

Dans une Afrique contemporaine confrontée à des défis majeurs - mal gouvernance, dépendance économique, corruption, crises sécuritaires - la pensée de Patrice Emery Lumumba conserve une pertinence troublante. Il appelait à une Afrique consciente de sa valeur, capable de dialoguer avec le monde sans se soumettre.
Sa vision d'une unité africaine sincère, fondée sur la solidarité et le respect mutuel, reste largement inachevée. Pourtant, elle continue d'inspirer une nouvelle génération de leaders, d'intellectuels et de citoyens engagés.

La responsabilité des héritiers

Commémorer Patrice Lumumba ne devrait pas se limiter à des hommages symboliques ou à des célébrations ponctuelles. Son héritage impose une responsabilité collective : celle de poursuivre le combat pour une Afrique souveraine, juste et équitable.
Aux journalistes, il rappelle le devoir de vérité. Aux dirigeants, l'exigence d'intégrité. À la jeunesse africaine, la nécessité de croire en sa capacité à transformer le Continent. Lumumba n'a pas laissé un programme clé en main, mais une boussole morale.

Une lumière que nul ne peut éteindre

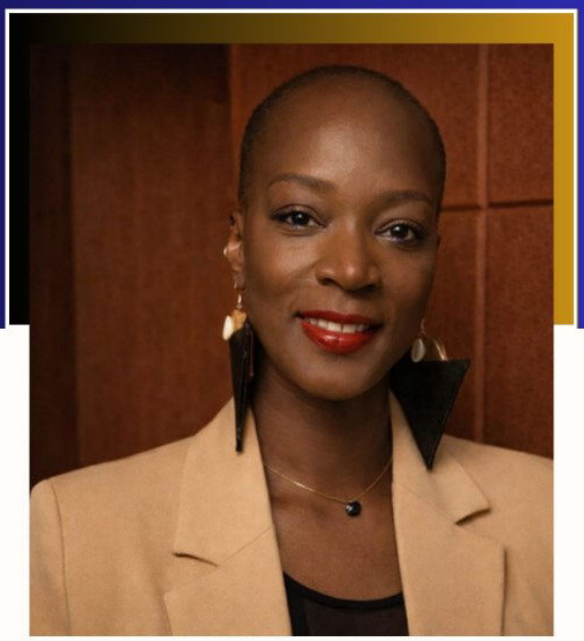
Patrice Emery Lumumba n'a gouverné que quelques mois, mais son impact dépasse celui de nombreux dirigeants restés au pouvoir pendant des décennies. Sa vie, interrompue brutalement est devenue un repère historique et éthique.

Tant que l'Afrique continuera de chercher sa voie, tant que des peuples refuseront l'injustice et la domination, la lanterne Lumumba continuera de briller pour éclairer le chemin. Non pas comme une flamme nostalgique, mais comme une lumière active, exigeante, tournée vers l'avenir. Une lanterne éternelle.



Patrice Emery Lumumba et en arrière-plan, celui qui allait le trahir, Joseph-Désiré Mobutu

FATOU BARRO FONDATRICE DE FATOU AIRLINES



LE TALK SHOW AERIEN

Fatou Barro, fondatrice de Fatou Air Lines – Le Talk Show Aérien

Née au Sénégal et arrivée en France à l'âge de six ans, Fatou Barro construit son parcours entre héritage culturel, transmission et engagement social. Diplômée d'un baccalauréat littéraire puis d'une licence en Langue, Littérature et Culture Étrangère, elle développe très tôt une sensibilité aux récits et à la puissance structurante de la parole. Maman d'un jeune garçon qu'elle élève seule, elle conjugue responsabilité personnelle et ambition professionnelle avec exigence et cohérence. Très investie dans le tissu associatif, elle collabore avec des structures engagées dans la lutte contre le harcèlement scolaire et dans l'accompagnement de jeunes talents issus de quartiers populaires, contribuant à leur visibilité et à leur valorisation.

Son engagement se prolonge dans les médias. Sur Radio Fréquence Plurielle, elle intervient dans l'émission La Plume des Quartiers, dédiée à la mise en lumière d'auteurs et d'autrices. Elle participe également au Don't Give Up Show, espace d'échange autour des parcours entrepreneuriaux et associatifs inspirants. Elle développe parallèlement l'événement Auteur en Lumière, qu'elle coorganise avec Souleymane Boel et Hamadi Guella. Ensemble, ils œuvrent à créer un espace culturel mettant en lumière des auteurs et des voix souvent absents du paysage médiatique traditionnel. Après une édition consacrée aux littératures anticoloniales, la troisième édition, actuellement en préparation, mettra à l'honneur la culture musicale et son rôle dans la construction des identités contemporaines.

C'est dans cette continuité qu'elle fonde Fatou Air Lines – Le Talk Show Aérien, un concept éditorial structuré autour de la métaphore du voyage. Chaque invité y partage son itinéraire, ses étapes, ses obstacles et ses apprentissages. Au cœur du projet, une ambition assumée : contribuer à lever les tabous persistants dans certaines sphères culturelles, notamment autour des violences morales, intrafamiliales et des souffrances psychologiques souvent réduites au silence.

Nourrie par une expérience personnelle qui a renforcé sa détermination, Fatou Barro fait de la parole un outil de conscientisation et de transformation sociale. À travers une approche exigeante, respectueuse et responsable, elle inscrit son émission dans une dynamique de dialogue, d'inclusion et d'émancipation durable.



Alliance des États du Sahel : De la mutualisation des efforts à la quête d'une souveraineté militaire intégrale

Par Abdoulaye Diallo

Depuis le retrait des forces occidentales et la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont radicalement transformé leur paradigme sécuritaire. Face à une menace terroriste persistante et protéiforme, les trois régimes ont engagé une mutualisation sans précédent de leurs efforts militaires. Cette dynamique, qui a conduit à la création d'une force unifiée, s'appuie sur une redéfinition des partenariats internationaux, marquée par un rapprochement stratégique avec la Russie, la Chine et la Turquie, mais aussi par l'émergence de nouvelles menaces hybrides.

Faire bloc contre une menace commune

La création de l'AES en septembre 2023, formalisée en confédération en juillet 2024, n'est pas née d'une simple convergence politique, mais d'une nécessité vitale, celle de faire face à l'extension de la zone grise sahélienne . Avant même la formalisation de l'alliance, les états-majors des trois pays avaient pris conscience que la compartimentation des efforts militaires était devenue inefficace face à la mobilité des groupes jihadistes, affiliés au JNIM ou à l'État islamique au Grand Sahara, qui exploitent les frontières poreuses de la zone dite des "trois frontières" (Liptako-Gourma).

Dès les premiers mois suivant le changement de régime au Niger en juillet 2023, les patrouilles coordonnées ont été intensifiées. L'un des premiers exploits tactiques de cette coopération renforcée fut la sécurisation relative des axes routiers stratégiques, notamment ceux reliant Ouagadougou à Bamako et Niamey. Les armées des trois pays ont mené des opérations coup de poing, notamment dans la région de Tillabéri au Niger et de Soum au Burkina Faso. Ces opérations ont permis de déloger des poches terroristes qui utilisaient ces zones comme sanctuaires arrière.

L'armée malienne (FAMa), forte de son expérience acquise depuis 2022 avec le soutien d'instructeurs russes (devenus Africa Corps), a souvent joué le rôle de tête de pont, partageant désormais son expertise en matière de guerre asymétrique avec ses voisins burkinabè et nigériens. Les "exploits" rapportés par les médias d'État des trois pays font état de la neutralisation de plusieurs cadres terroristes de premier plan. Ces exploits confirmés ont démontré l'efficacité du nouveau logiciel sécuritaire de l'AES face à l'impuissance des forces occidentales.

L'aboutissement de cette dynamique est la création annoncée des forces armées unifiées de l'AES. Ce projet ambitieux vise à dépasser le stade des simples patrouilles coordonnées pour établir un commandement militaire intégré, capable de planifier et d'exécuter des campagnes de grande envergure. L'objectif affiché par les chefs d'état-major est de créer une force de réaction rapide, capable d'intervenir sur tout le territoire de la Confédération sans considération de frontière, transformant ainsi la carte militaire de la région.

Des partenariats militaires stratégiques

La rupture avec la France, accusée d'ingérence et de complicité avec les groupes terroristes par les peuples et les autorités de l'AES, a laissé un vide stratégique que de nouveaux partenaires n'ont pas hésité à combler.

La Russie est devenue le principal appui sécuritaire de l'AES. Via son dispositif Africa Corps, Moscou a déployé plusieurs centaines d'instructeurs militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Leur rôle ne se limite pas à la formation ; ils sont impliqués dans la sécurisation des équipements militaires à escorter et, selon plusieurs sources, dans le renseignement tactique au sol.

La Turquie occupe une place tout aussi stratégique, mais dans un registre différent : celui de la technologie de pointe. Les drones de combat Bayraktar TB2 ont été décisifs dans plusieurs offensives, offrant aux armées de l'AES un avantage tactique certain en matière de surveillance et de frappe de précision. En échange de contrats juteux et de la signature de la marque "Made in Turkey", Ankara renforce son influence diplomatique et se positionne en intermédiaire incontournable, sans lourdeur idéologique, se contentant d'une relation "gagnant-gagnant" très pragmatique.

Si la présence militaire chinoise est quasi inexistante sur le terrain, Pékin n'en demeure pas moins un acteur clé de la stabilité de l'AES. Par son influence au Conseil de Sécurité de l'ONU en tant que membre permanent, la Chine offre un parapluie diplomatique aux régimes de l'AES, bloquant ou nuançant les résolutions contraires à leurs intérêts, notamment lorsque les intérêts économiques chinois (mines, infrastructures) dans la région nécessitent un minimum de sécurité. La Chine fournit ainsi des équipements de communication et de surveillance, et participe à la formation d'officiers via ses programmes d'aide militaire, consolidant ainsi sa présence sans s'engager dans le bourbier sécuritaire direct.

Malgré les défis qui demeurent, la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée sur le terrain. Cinq ans après le début du rapprochement stratégique avec la Russie, le bilan est positif pour la plupart des observateurs objectifs. Loin d'avoir été éradiquée, la menace jihadiste s'est considérablement affaiblie sur tout le territoire. Les groupes armés terroristes ont vu réduites leurs capacités de frapper au cœur des dispositifs militaires des Etats du Sahel.

Des complicités étrangères aux activités terroristes

L'une des évolutions les plus inquiétantes de l'année 2025 est l'implication avérée d'acteurs étrangers aux côtés des groupes rebelles terroristes. Les autorités maliennes et burkinabè ont présenté des preuves, notamment des drones FPV portant des inscriptions en cyrillique et des documents de renseignement, attestant du soutien de l'Ukraine aux groupes séparatistes et jihadistes. Des instructeurs ukrainiens ont été aperçus dans le nord du Mali, formant des combattants du CSP (Cadre stratégique permanent) à l'utilisation de drones kamikazes. Cette "revanche par procuration", liée au conflit russo-ukrainien, a un moment complexifié la tâche des armées de l'AES, habituées à combattre un ennemi archaïque et désormais confrontées à des tactiques de guerre électronique et de drones plus sophistiquées. Cette situation a provoqué la rupture des relations diplomatiques entre le Mali et l'Ukraine, et jette une lumière crue sur l'internationalisation du conflit sahélien et les intérêts obscurs d'acteurs dissimulés.

Une guerre menée parallèlement sur le plan économique

Parallèlement aux opérations militaires, les pays de l'AES mènent une guerre économique pour financer leur effort de guerre. La vague de nationalisation des mines d'or et d'uranium, initiée en 2024 et 2025, illustre cette volonté. En prenant le contrôle de la SOMAIR (filiale d'Orano au Niger) et en mettant la main sur les mines d'Endeavour Mining au Burkina Faso, les autorités affirment leur souveraineté sur leurs ressources, accusant les multinationales de "conditions léonines" et de non-transparence. Cette mainmise sur l'or et l'uranium vise à renflouer des caisses de l'État pour financer les actions prioritaires de développement, mais aussi disposer de ressources financières conséquentes pour continuer de faire face de façon efficace à la menace jihadiste.

La création de la force armée unifiée de l'AES marque une étape décisive dans la refondation de l'architecture de défense sahélienne. Portée par un discours de rupture et de souveraineté, soutenue par des partenaires pragmatiques comme la Russie et la Turquie, l'Alliance a su, sur le plan tactique, remporter des succès notables. La véritable bataille de l'AES ne se joue pas seulement sur le front, mais aussi dans sa capacité à transformer cette union militaire en un développement durable et sécurisé pour ses populations.

Madagascar entre Moscou et Paris : vers une redéfinition stratégique des accords de coopération

Par Baudelaire Nguene

En l'espace de quelques jours, le président de la transition malgache, Michael Randrianirina, a enchaîné deux séquences diplomatiques majeures : une visite officielle à Moscou, suivie d'un déplacement à Paris pour un entretien avec le président français Emmanuel Macron au Palais de l'Élysée.

Au-delà des symboles, ces visites traduisent une volonté assumée : redéfinir les accords de coopération de Madagascar dans une logique de diversification stratégique et d'affirmation souveraine.

Moscou, première étape d'un repositionnement

Le 18 février, Michael Randrianirina a effectué sa première visite officielle en Russie, où il a été reçu par le président Vladimir Poutine. Ce choix protocolaire – privilégier Moscou avant Paris – marque une rupture avec la tradition diplomatique malgache, historiquement tournée vers l'ancienne puissance coloniale. Au cœur des discussions : l'aide humanitaire après les cyclones Fytia et Gezani, mais aussi des perspectives de coopération structurante. La Russie a annoncé l'envoi d'un hélicoptère Mi-8, de camions et d'équipements techniques pour soutenir les opérations de secours et de reconstruction.

Mais au-delà de l'urgence humanitaire, Antananarivo affiche des ambitions plus larges. Dans une interview accordée aux médias russes, Randrianirina s'est déclaré prêt à lancer des projets conjoints avec de grandes entreprises publiques russes comme Gazprom et Rosatom.

« Nous serions ravis de lancer des projets conjoints avec elles », a-t-il affirmé, évoquant des coopérations potentielles dans l'énergie, les infrastructures et l'industrialisation. Madagascar cherche des partenaires capables de financer et d'accompagner son plan de relance économique, notamment dans l'approvisionnement en eau et en électricité, les infrastructures et l'agriculture.

Le président malgache a également exprimé son ouverture envers les BRICS, estimant que ce cadre pourrait offrir de nouvelles opportunités commerciales et financières.

La fracture générationnelle et l'exfiltration de Rajoelina

Les relations franco-malgaches se sont brutalement crispées lors des manifestations menées par la « génération Z » entre septembre et octobre 2025. Ce mouvement de contestation, largement mobilisé sur les réseaux sociaux, dénonçait à la fois la gouvernance interne et ce qu'il qualifiait d'« influence excessive » de Paris dans les affaires malgaches. Le point de rupture a été l'exfiltration de l'ancien président Andry Rajoelina par un avion militaire français, au plus fort des troubles. À Antananarivo, cet épisode a été perçu par une partie de l'opinion comme une ingérence directe. À Paris, il s'agissait d'une opération de sécurisation. Mais dans l'imaginaire collectif malgache, l'événement a ravivé un sentiment ancien : celui d'une souveraineté inachevée.





Un contentieux historique jamais soldé

La défiance ne date pas d'hier. Elle s'inscrit dans une mémoire encore vive, marquée notamment par l'insurrection de 1947 contre l'administration coloniale française, réprimée dans le sang. Le bilan exact reste débattu, mais ce traumatisme continue d'alimenter les revendications mémorielles.
À cela s'ajoute le dossier sensible des Îles Éparses Europa, Bassas da India, Juan de Nova et les Glorieuses — administrées par la France mais revendiquées par Madagascar. Malgré la mise en place de commissions mixtes, le contentieux peine à être résolu et symbolise, pour de nombreux Malgaches, la persistance d'un déséquilibre dans la relation bilatérale. Dans ce contexte, la volonté affichée par Antananarivo de « sortir d'une approche condescendante » prend une dimension politique assumée.

Sortir d'une relation jugée condescendante

Ce tournant vers Moscou s'inscrit dans une critique implicite de la relation historique avec la France. Sans rompre les liens, le pouvoir de transition souhaite sortir d'une approche perçue comme asymétrique, voire condescendante, pour bâtir des partenariats fondés sur des intérêts mutuels clairement définis. À Paris, la tonalité a été plus diplomatique. Emmanuel Macron et Michael Randrianirina ont évoqué un « partenariat renouvelé », axé sur des projets économiques concrets et à fort impact. La France demeure le premier donateur bilatéral de Madagascar et un acteur clé dans plusieurs secteurs stratégiques. Toutefois, le message malgache est clair : la coopération ne saurait être exclusive. Antananarivo entend exploiter la concurrence entre puissances pour maximiser les retombées économiques et renforcer sa marge de manœuvre politique.

Une transition sous pression

Arrivé au pouvoir le 14 octobre 2025 après une période de troubles ayant conduit au départ de l'ancien président Andry Rajoelina, Randrianirina doit à la fois stabiliser le pays et préparer une feuille de route électorale à présenter à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et à l'Union africaine.
Parallèlement, le pays fait face à une situation socioéconomique fragile, aggravée par les catastrophes naturelles récurrentes. Le chef de l'État a reconnu le manque de financement pour mettre en œuvre les réformes prioritaires et relancer l'économie.

Diplomatie d'équilibre et redéfinition des accords

Entre Moscou et Paris, Madagascar joue désormais une partition d'équilibriste. L'objectif affiché est de renégocier ou réadapter les cadres de coopération pour les orienter vers des secteurs jugés stratégiques : énergie, agriculture, sécurité, infrastructures et lutte contre la pauvreté. Cette séquence diplomatique illustre un repositionnement plus large des États africains dans un contexte de rivalités géopolitiques accrues. En diversifiant ses partenaires, Antananarivo cherche à transformer l'aide traditionnelle en investissements structurants et à faire de la concurrence entre grandes puissances un levier de développement.

Reste à savoir si cette stratégie permettra à Madagascar de renforcer durablement sa souveraineté économique, sans provoquer de tensions majeures avec ses partenaires historiques.

PYRAMID Magazine
pyramidmagafrica@gmail.com
Actualités politique, économique et culturelle africaines



Comment et pourquoi le Franc CFA fait de la résistance

Par Paul ELLA

« Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois. », dixit Mayer Amschel Rothschild, fondateur de la surpuissante dynastie des magnats du système banquier et financier mondial depuis près quatre siècles. En clair, ceux qui détiennent les mécanismes monétaires sont les véritables maîtres du monde, faisant subir aux milliards de personnes qui en dépendent, toutes les conséquences de leurs caprices, y compris les plus iniques.

Malgré les dénonciations persistantes des conséquences désastreuses avérées du Franc CFA sur les économies des pays qui l'utilisent, à savoir les quatorze (14) pays de l'UEMOA et de la CEMAC plus les Comores, on est en droit de se demander pourquoi ces pays le maintiennent.

Aux origines, une monnaie coloniale

On ne saurait aborder la question du franc CFA sans s'en référer à son origine historique et donc contextuelle.

A sa création le 26 décembre 1945, le Franc des colonies françaises d'Afrique (Franc CFA) deviendra plus tard, dans la foulée des « indépendances » des années 1960, le franc de la « communauté financière africaine » pour l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), et franc de la « coopération financière » pour l'Afrique centrale (CEMAC). Son décret de création sera signé par trois français, à savoir Charles de Gaulle, président du gouvernement provisoire, René Pleven, ministre des Finances pour le compte de la France, et Jacques Soustelle, ministre des colonies. En somme, le destin de centaines de millions d'africains venait d'être décidé unilatéralement par la France, sans le consentement des africains. C'est ainsi qu'allait démarrer la mésaventure économique de l'Afrique, du fait d'une monnaie destinée non pas à servir les économies africaines, mais à assouvir les appétits voraces de la France. Comme le dit si bien le dicton, si vous n'êtes pas invités à la table, c'est que vous êtes au menu.

Rappelons que la France, vaincue et conquise par l'Allemagne hitlérienne en mai 1940 lors de la seconde guerre mondiale, et qui fera de l'Afrique son territoire de résistance, et de Brazzaville sa capitale, n'était pas que sous domination militaire nazie, mais aussi économique et notamment monétaire.

En effet, la France occupée s'est vue imposer un asservissement monétaire via une parité fixe instaurant un Reichsmark à 20 Francs français. Cette manipulation du taux de change en parité fixe qui est une forme manifeste d'oppression, est le principal visage du nazisme monétaire appliqué à la France. C'est ainsi que la France allait à son tour reproduire le même traitement à l'Afrique qui venait pourtant de la libérer de l'occupation nazie. Sacré reconnaissance !

L'intérêt évident pour la France de rendre l'Afrique dépendante d'un point de vue monétaire et donc économique, résidait en ce que les ressources naturelles africaines abondantes étaient ainsi à la merci des multinationales françaises. Non seulement la France s'approvision-

ne à vil prix lorsqu'il lui arrivait de les acheter, mais l'Afrique constituait également un débouché inespéré en termes de marché des produits manufacturés français, avec comme cerise sur le gâteau, l'absence totale de risques de change. En plus de cela, la France qui se targue de rendre service aux économies africaines via le Franc CFA sous le prétexte que cela leur confère la stabilité monétaire du fait d'une garantie de convertibilité illimitée, ne sert en réalité que ses intérêts puisqu'elle se prémunit largement de tout risque éventuels, par la retenue d'une partie des réserves de change des pays africains concernés. Ces prélèvements obligatoires qui sont passés de 100% des devises issues du commerce extérieur des pays concernés à 65% puis à 50% sont déposés dans des comptes dits d'opération, gérés par le Trésor Public français. Depuis 2019, avec les réformes cosmétiques du passage virtuel du Franc CFA de l'UEMOA (XOF) à l'Eco (par ailleurs une récupération malhonnête d'un projet monétaire régional de la CEDEO), on nous laisse croire que les pays d'Afrique de l'Ouest utilisant cette pseudo monnaie sont désormais affranchis du joug monétaire de la France. Mais il n'en est strictement rien dans le fond, puisque le fait que les revenus du commerce extérieur de ces pays ne soient plus logés dans les comptes d'opération ne signifie pas que la France n'y a plus sa mainmise. Pour preuve, la parité fixe avec l'euro est maintenue, les billets de banque et les pièces sont toujours imprimés en France, le Franc CFA est toujours en vigueur dans ces pays, sept (7) ans après la prétendue réforme, et la destination des "réserves de change" est toujours orientée vers des institutions occidentales au sein desquelles le France fait toujours prévaloir ses intérêts. Tout cela s'apparente donc davantage à un vaste cirque qui vise à tromper la vigilance des populations africaines, qui souffrent cruellement de cette dépendance monétaire qui compromet le développement de nos économies depuis plus de 80 ans maintenant.

Pendant ce temps, la France et ses multinationales continuent de spolier l'Afrique en toute impunité, avec notamment la complicité de leurs relais africains à la tête de nos Etats.

Des intérêts privés et extérieurs à préserver à tout prix

Le Franc CFA résiste, contre vents et marrées, tout comme son corollaire, la Françafrique et ses réseaux mafieux. Principale cause, la fidélité sans faille de certains dirigeants africains, qui ont juré allégeance et soumission éternelle à la France. Normal, l'essentiel de la classe dirigeante africaine doit son règne à la France qui, dans ses habitudes néocoloniales tenaces, veillent depuis le temps à s'assurer la présence à la tête des pays africains, de dociles serviteurs prêts à sacrifier leurs peuples pour leurs appétits insatiables du pouvoir. Les bonnes paroles sur la démocratie, les droits de l'Homme, le business gagnant-gagnant et même « l'aide de la France » ne relèvent que du conte de fées, et n'engagent que ceux qui veulent y croire. Dans le monde réel, les petites affaires juteuses des dirigeants dirigés africains font encore et toujours le bonheur des maîtres et de leurs esclaves. Les populations ne sont que des faire-valoir. Et lorsque les affidés de la France s'exposent trop à des revendications un peu trop bruyantes de populations désabusées, ce sont encore des sbires de la même France qui les remplaceront sous les approbations naïves des populations qui continuent de tomber dans le piège d'opposants politiques fabriqués par les mêmes maîtres des gouvernants déchus. Un simple jeu de chaises musicales avec pour chef d'orchestre la France. On prend les mêmes et on recommence.

Le Franc CFA, au cœur des enjeux de prédation et d'importants avantages collatéraux, ne peut donc qu'être préservé coûte que coûte par ceux qu'on considère comme l'élite africaine. La prospérité des multinationales françaises et occidentales dépend étroitement des « avantages » du Franc CFA, et l'économie française en total déclin, avec un endettement structurel astronomique record à plus de 115% du PIB n'a aucun intérêt à envisager la fin de ce système de spoliation monétaire.

Les avantages pour la France et son économie chancelante sont multiples. La fabrication de la monnaie Franc CFA pour les 15 économies qui en dépendent



est fabriquée en France dans les usines de la Banque de France, précisément à Chamalières pour les billets, et à Pessac pour les pièces. Ce monopole industriel, depuis plusieurs décennies, confère naturellement un avantage énorme pour la France qui en tire, entre autres, les retombées du seigneuriage. Mais on l'a dit, les comptes d'opérations continuent, depuis 1945 à procurer à la France des ressources infinies de l'ordre de milliards d'euros chaque année. Il y a également l'absence du risque de change pour les multinationales occidentales, du fait de la parité fixe avec le Franc français depuis 1945, puis l'euro depuis le 1er janvier 1999, où 1 Euro = 655,957 Francs CFA (XOF et XAF), ce qui fait gagner d'importantes sommes d'argent aux économies européennes et notamment françaises. En revanche, cet arrimage fixe à une monnaie forte telle que l'euro prive les pays africains des zones CFA de mettre sur pied des politiques économiques expansives tournées vers l'exportation, ce qui représente pourtant un gage essentiel de leur développement.

La France tire également un profit important en termes de revenus, du fait de la dépendance des économies africaines à la politique monétaire européenne, lors des transactions financières entre le reste du monde et les régions CFA. En effet, qu'il s'agisse des transferts d'argent de la diaspora africaine vers le continent, des « aides » au développement ou encore des investissements directs étrangers, le fait que toutes ces opérations soient réalisées en devises contraint les bénéficiaires africains à une conversion préalable en CFA par l'intermédiaire de l'euro, lesquelles opérations sont supervisées par la France qui en tire d'énormes retombées financières.

S'affranchir du Franc CFA ou périr

Il apparaît alors impératif pour les pays africains de se débarrasser de ce vestige colonial que constitue le Franc CFA, ce qui semble correspondre à une quadrature de cercle, lorsqu'on sait à quel point la France est attachée à ses rapports séculaires de rentes économiques avec l'Afrique, et à quel degré sa survie économique en dépend. Parallèlement, les dirigeants africains pour la plupart, sont en missions commandées pour préserver les intérêts de la France d'où ils prennent leurs instructions. Il ne reste alors qu'à continuer de sensibiliser inlassablement les populations africaines qui en sont les principales victimes, puisque prises dans un cycle infernal accéléré de paupérisation, afin que le niveau de conscience collective atteigne un stade critique qui fera tomber la forteresse de la damnation monétaire du Franc CFA, bientôt centenaire.





Le dossier du mois

Culture et tradition :

L'identité culturelle comme enjeu de développement

Culture et développement en Afrique : levier stratégique et entrave historique (pp 43-46)
Par Jean Jacob Nyobe

Quand culture et traditions deviennent des moteurs de prospérité : réhabiliter l'invisible pour transformer le visible (pp 47-49)
Par Lucas Kamdem (Wabo Souop Soffo Sa'a Mekù)



Culture et développement en Afrique : levier stratégique et entrave historique

Par Jean Jacob Nyobe

La notion de développement a longtemps été appréhendée à travers des indicateurs strictement économiques : produit intérieur brut, industrialisation, infrastructures, commerce extérieur. Pourtant, les sciences sociales, les organisations internationales et les analyses contemporaines convergent vers une conclusion aujourd'hui largement admise : **la culture constitue une dimension structurelle du développement**. Elle ne se limite pas aux arts ou au patrimoine, mais englobe les langues, les systèmes de savoirs, les valeurs, les normes sociales, les imaginaires collectifs et les formes d'organisation symbolique qui façonnent les sociétés. Dans le contexte africain, cette question revêt une importance particulière. Le continent possède une richesse culturelle exceptionnelle, mais son histoire coloniale et certaines continuités postcoloniales ont profondément affecté les systèmes culturels locaux. Cette double réalité pose une problématique centrale : **comment la culture peut-elle être simultanément un moteur de développement et un facteur historiquement entravé ?** Cet article examine d'abord l'impact positif et mesurable de la culture sur le développement africain, à travers des exemples empiriques. Il analyse ensuite comment les processus d'aliénation culturelle liés à la colonisation et à ses prolongements ont compromis ce potentiel.

I. La culture comme moteur de développement en Afrique.

1. Les industries culturelles et créatives : un secteur économique stratégique

Les industries culturelles et créatives (ICC) constituent aujourd'hui l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale. Elles regroupent notamment le cinéma, la musique, le design, l'édition, les arts visuels, la mode, l'artisanat, les médias numériques et les spectacles vivants. Selon les estimations internationales, ces industries représentent plus de 3 % du PIB mondial et plus de 6 % de l'emploi global. En Afrique, leur importance est d'autant plus stratégique qu'elles reposent davantage sur le capital humain et la créativité que sur des investissements industriels lourds. Elles offrent ainsi des opportunités d'insertion professionnelle à une population jeune, souvent confrontée à un chômage structurel.

L'exemple emblématique est celui de l'industrie cinématographique nigériane, Nollywood. Celle-ci est devenue l'une des plus grandes industries filmiques du monde en volume de production, avec des retombées économiques significatives. Des analyses économiques ont estimé qu'elle contribue à plus de 1 % du PIB nigérian et génère plus d'un million d'emplois directs et indirects. Ce succès repose sur une chaîne de valeur entièrement locale, impliquant scénaristes, techniciens, comédiens, artisans, distributeurs et plateformes numériques.

L'Afrique du Sud constitue un autre cas significatif : les industries culturelles y représentent environ 3 % de l'activité économique nationale. Ce poids témoigne de la capacité des secteurs culturels à participer à la diversification économique, à l'innovation et à la création d'emplois qualifiés.

2. Festivals, événements et économie territoriale

Les manifestations culturelles constituent un moteur direct de développement local. Les festivals en particulier, stimulent

l'économie de manière immédiate : ils génèrent des recettes touristiques, créent des emplois temporaires, dynamisent les transports, l'hôtellerie, la restauration et l'artisanat. Des études récentes montrent que dix festivals organisés en Afrique australe ont généré plus de onze millions de dollars d'activité économique et près de trois mille emplois en une seule année. Ce type d'événement agit comme un catalyseur territorial : il attire des investissements publics et privés, améliore l'image des villes et encourage l'émergence d'écosystèmes créatifs durables. Ainsi, la culture ne produit pas seulement de la valeur symbolique ; elle constitue une activité économique concrète et mesurable.

3. Culture, tourisme et valorisation des ressources locales

Le tourisme culturel représente une forme de développement particulièrement pertinente pour les économies africaines. Contrairement au tourisme de masse standardisé, il valorise les spécificités locales : musiques, danses, gastronomie, artisanat, architecture, patrimoine immatériel.

Le cas du Cap-Vert illustre cette dynamique et renvoie à un univers culturel très riche qui rayonne largement au-delà de ses frontières, sous plusieurs dimensions : une identité culturelle métissée (langue créole capverdienne, gastronomie, danses et traditions orales), une puissance musicale emblématique mondiale, classée au patrimoine immatériel de l'UNESCO, et un patrimoine littéraire et intellectuel reconnu.

Des analyses économiques ont montré que la mise en valeur de la musique et de l'artisanat nationaux peut augmenter la valeur ajoutée du secteur touristique. En diversifiant l'offre et en renforçant l'identité locale, la culture permet de retenir davantage de revenus sur le territoire et de multiplier les retombées économiques. Ce modèle montre que l'identité culturelle peut devenir une ressource productive, sans se réduire à une simple folklorisation.

4. Soft power et attractivité internationale

La culture joue également un rôle géopolitique avéré. Les productions artistiques africaines contemporaines (musique, mode, cinéma, littérature) contribuent à renforcer l'influence symbolique du continent sur la scène mondiale. Ce phénomène, souvent qualifié de « soft power », améliore l'image internationale des pays et favorise les investissements, les partenariats universitaires et les échanges économiques. La diffusion mondiale de genres musicaux africains contemporains illustre ce processus. Elle crée des flux financiers (concerts, droits d'auteur, licences), mais elle modifie aussi les représentations globales du continent, en remplaçant les images de crise par celles de créativité et d'innovation.

5. Culture, cohésion sociale et capital humain

Au-delà des indicateurs économiques, la culture agit comme un facteur structurant du développement social. Elle renforce : 1- la cohésion communautaire, 2- la confiance institutionnelle, 3- la participation citoyenne, 4- la transmission intergénérationnelle des savoirs.

Ces éléments constituent ce que les sociologues appellent des **infrastructures sociales invisibles**. Or, aucune politique de développement ne peut réussir durablement sans elles. La culture contribue ainsi à stabiliser les sociétés, à prévenir les conflits et à renforcer les capacités collectives d'adaptation.

II. L'aliénation culturelle coloniale et postcoloniale : un frein structurel au développement.

Malgré ce potentiel, l'histoire a profondément affecté les systèmes culturels africains. Les politiques coloniales ont souvent reposé sur une hiérarchisation des cultures, plaçant la culture européenne au sommet et reléguant les cultures locales au rang d'archaïsmes. Ce processus d'aliénation culturelle a produit des effets durables.

a. La langue comme instrument de domination.

Dans de nombreux territoires colonisés, l'école fut conçue comme un outil d'assimilation linguistique. Des textes administratifs et des analyses historiques montrent que certaines politiques éducatives visaient explicitement à imposer la langue coloniale comme unique langue d'enseignement, parfois en interdisant l'usage des langues locales.



Or, la langue est le principal vecteur de transmission du savoir. Lorsque l'enseignement se fait dans une langue que les élèves maîtrisent mal, l'apprentissage devient mécanique et superficiel. Les conséquences sont multiples : 1- faibles performances scolaires, 2- taux d'abandon élevés, 3- exclusion des populations rurales, 4- reproduction d'élites linguistiques restreintes.

Ces effets entraînent des répercussions directes sur le développement économique, car ils limitent la formation d'un capital humain large et qualifié.

Dans leur volonté d'éradiquer et de marginaliser les structures sociales et culturelles traditionnelles, dans une logique d'assimilation ou de domination, les colonisateurs ont déployé diverses stratégies pour étouffer les langues locales dans l'espace public et à l'école. Le français a été imposé comme langue de l'administration, de la justice et de l'enseignement, reléguant les langues autochtones au statut de patois "inférieurs". Cela entraîna un déclin de la transmission orale des savoirs et des mythes. Les langues des indigènes étaient interdites à l'école et dans les lieux officiels. L'enseignement se faisait exclusivement en français, renforçant la dévalorisation de la langue et de la culture qu'elle véhicule. Des circulaires sur l'usage des langues locales (années 1930-1940) en témoignent. A partir de 1920, l'adoption de la politique assimilationniste en France entraine la fermeture des écoles enseignant en langues locales. Ces mesures ont directement marginalisé la transmission orale, les mythes, les légendes et le savoir social traditionnel. Des pratiques administratives et des mesures officielles ou officieuses ont conduit à l'interdiction ou à la disqualification des langues locales. Ces actes de discrimination ont eu des effets concrets d'exclusion, de marginalisation ou de disqualification des langues autochtones. En voici quelques exemples :

- Le décret du 20 septembre 1924 sur l'organisation de l'enseignement dans les colonies françaises stipulait que : « La langue française est la seule langue d'enseignement dans les écoles publiques des colonies. » Cela signifie que : les langues locales en étaient exclues, que leur usage en classe était interdit, et que les enseignants et élèves qui les utilisaient pouvaient être punis.
- L'Instruction de 1938 relative à la Politique de « francisation ». Une circulaire de l'administration coloniale française a rappelé que l'école devait être un instrument de diffusion de la langue et de la culture française : « L'école indigène doit avoir pour but la francisation de l'indigène. » En conséquence, ceci induisait entre autres, le mépris officiel des langues africaines, qualifiées « d'idiomes inférieurs » ; l'impossibilité de les valoriser dans le système scolaire ou administratif ; et des sanctions symboliques ou disciplinaires contre ceux qui parlaient leur langue maternelle à l'école.
- Un élève surpris en train de parler sa langue maternelle recevait une punition pour l'humilier et le décourager de parler sa langue. Ainsi, une hiérarchie linguistique était créée où seul le français était valorisé.
- Déclassement administratif et culturel des langues locales. Les langues camerounaises ont été exclues des administrations et des tribunaux ; interdites dans les documents officiels ; déconsidérées dans les rapports d'inspection et les discours des autorités coloniales. Le message implicite était : « Pour être civilisé, il faut parler français. »
- Destruction des réseaux d'enseignement traditionnels. La colonisation a dévalorisé les maîtres de la parole, les conteurs, les gardiens de la langue, et interrompu les transmissions intergénérationnelles, en envoyant les enfants dans des écoles où seule la langue française était autorisée.

En résumé, il y a eu une stratégie systémique de disqualification linguistique, et des décrets, circulaires, règlements scolaires, ainsi que des pratiques administratives qui ont eu un effet d'interdiction implicite et de dévalorisation culturelle des langues Bassa et d'autres langues africaines.

D'autres secteurs de la vie culturelle, en dehors des langues, et que nous ne développons pas dans cette modeste et brève analyse ont subi la même répression coloniale. Les archives et les recherches de nombreux chercheurs et organismes tels que le Centre International de Recherche et de Documentation sur les Traditions et les Langues Africaines (CERDOTOLA) ou l'UNESCO en témoignent. En voici quelques exemples succinctement énumérés :

- Les danses et les chorégraphies traditionnelles rejetées par la civilisation.
- La dépréciation des tenues traditionnelles par le code vestimentaire occidental.

- Le démantèlement par une répression féroce de la médecine et des soins traditionnels.
- La déstabilisation des arts spécifiques culinaires et vestimentaires.
- La spiritualité et les croyances traditionnelles traitées de paganisme et de pratiques diaboliques.

b. Dévalorisation des savoirs endogènes

La colonisation ne s'est pas limitée à imposer une langue ; elle a également marginalisé les systèmes de connaissances locaux. Les savoirs agricoles, médicinaux, architecturaux ou juridiques africains furent souvent qualifiés de primitifs ou irrationnels, ce qui a freiné leur transmission et leur évolution. Cette disqualification a eu deux conséquences majeures : 1- une rupture de continuité dans l'innovation locale ; 2- une dépendance accrue aux solutions importées, trop souvent mal adaptées aux réalités écologiques et sociales.

Le développement durable suppose pourtant une articulation entre savoirs traditionnels et technologies modernes. L'aliénation culturelle a donc affaibli cette synergie potentielle.

c. Les continuités postcoloniales

Après les "indépendances", la grande majorité des États africains ont conservé les structures linguistiques, administratives et symboliques héritées de la colonisation. Cette continuité s'explique souvent par des raisons pratiques : la langue coloniale servait de lingua franca entre groupes linguistiques différents et facilitait les relations internationales. Cependant, le maintien exclusif de ces structures a parfois accentué les inégalités internes. Les populations maîtrisant la langue officielle ont bénéficié d'un accès privilégié à l'emploi public, à l'éducation supérieure et aux positions de pouvoir. Une fracture culturelle s'est ainsi installée entre élites et majorités populaires. Cette situation a largement contribué à affaiblir la légitimité des institutions et à réduire l'efficacité des politiques publiques, car celles-ci ne sont pas toujours pleinement appropriées par les populations.

d. Les effets cumulés sur le développement

Les mécanismes d'aliénation culturelle ont produit plusieurs effets structurels :

i) Fragilisation du système éducatif : Un enseignement déconnecté des langues et des réalités locales limite l'acquisition des compétences fondamentales.

ii) Frein à l'innovation : L'absence de reconnaissance des savoirs locaux empêche leur transformation en solutions techniques et économiques.

iii) Tensions sociales : La hiérarchisation culturelle alimente frustrations et conflits identitaires.

iv) Dépendance symbolique : Lorsque la légitimité culturelle est principalement externe, les sociétés développent une dépendance intellectuelle et économique vis-à-vis de modèles étrangers.

Ces facteurs montrent que l'aliénation culturelle n'est pas seulement un phénomène identitaire ; elle constitue un obstacle concret au développement.

Conclusion

L'analyse met en évidence une réalité fondamentale : **la culture est un déterminant majeur du développement**. En Afrique, elle se manifeste comme une ressource économique, un outil de cohésion sociale, un levier d'innovation et un instrument d'influence internationale. Les industries culturelles, les festivals, le tourisme culturel et le soft power démontrent qu'elle peut générer emplois, revenus et attractivité. Cependant, l'histoire coloniale et certaines continuités postcoloniales ont durablement affaibli ce potentiel en instaurant des hiérarchies culturelles et linguistiques qui ont limité l'accès au savoir, freiné l'innovation et fragmenté les sociétés. Le défi contemporain n'est donc pas seulement de promouvoir la culture comme secteur économique, mais de **réhabiliter pleinement les systèmes culturels africains comme fondements du développement humain**. Cela implique notamment : 1- la valorisation des langues nationales dans l'éducation, 2- la reconnaissance des savoirs locaux, 3- le soutien institutionnel aux industries créatives, 3- l'intégration de la culture dans les politiques publiques de développement.

Ainsi comprise, la culture n'est plus un domaine périphérique, mais un pilier stratégique. Le développement africain durable dépendra en grande partie de la capacité des sociétés et des États à transformer leur richesse culturelle en puissance économique, sociale et politique.

Jean Jacob Nyobe est écrivain et expert en politiques culturelles.

Il est également Président de l'Association pour les Echanges Culturels et l'Amitié entre les Peuples (APECAP).



Quand culture et traditions deviennent des moteurs de prospérité

Réhabiliter l'invisible pour transformer le visible

Par Lucas Kamdem

Introduction : Le paradoxe africain du développement

L'Afrique possède une richesse culturelle exceptionnelle, mais continue souvent de chercher ses modèles de développement à l'extérieur. Ce paradoxe révèle une réalité profonde : le développement ne se limite pas aux infrastructures visibles. Il repose aussi sur des éléments immatériels — valeurs, croyances, imaginaires collectifs — qui orientent les comportements économiques, sociaux et politiques.
La culture constitue ainsi une **infrastructure invisible du développement**. Lorsqu'elle est ignorée, les politiques publiques perdent leur efficacité ; lorsqu'elle est mobilisée, elle devient un puissant moteur de transformation.

La culture : bien plus qu'un héritage
La culture n'est pas seulement : un patrimoine artistique ou rituel ; une mémoire du passé ; une identité symbolique.
Elle est aussi : une matrice de valeurs ; un cadre de décision économique ; une boussole éthique ; un moteur d'innovation sociale.
En ce sens, la culture est une **ressource stratégique de développement**.

1. La culture comme infrastructure invisible

Les sociétés qui réussissent durablement disposent d'un socle culturel cohérent avec leur projet collectif. Ce socle influence la confiance sociale, la qualité des institutions, l'esprit entrepreneurial et la capacité de coopération.
Dans de nombreuses sociétés africaines précoloniales, l'économie,les systèmes et structures de création de richesses reposaient déjà sur des principes de solidarité, de responsabilité collective et d'équilibre social. Ces principes peuvent aujourd'hui inspirer des modèles économiques inclusifs et durables.

2. Rupture historique et crise de repères

L'histoire coloniale et certaines dynamiques postcoloniales ont fragilisé la confiance dans les référentiels culturels africains. Cette rupture a engendré une perte de repères, une imitation de modèles extérieurs et une marginalisation des savoirs traditionnels.

Le défi actuel n'est pas de rejeter la modernité, mais de construire une modernité enracinée, capable d'intégrer innovation et héritage.
Cette question se pose aussi dans le domaine spirituel et religieux : comme je l'ai développé dans *Lettre d'un Africain au Pape François : Culture et traditions africaines face au christianisme*, l'Afrique ne peut durablement avancer si sa modernité - y compris chrétienne - se construit en contradiction avec ses propres repères culturels.
Un développement solide exige une harmonie intérieure : spirituelle, culturelle et institutionnelle.

Modernité enracinée : une définition

Une modernité enracinée est : ouverte à l'innovation ; fidèle aux valeurs culturelles fondamentales ; adaptée aux réalités locales ; orientée vers le bien-être collectif. Elle consiste à **réinterpréter la modernité à partir de l'identité africaine**.

3. Les traditions comme réservoir de valeurs économiques

Les traditions africaines contiennent des principes favorables au développement durable.

a) La solidarité productive

Les réseaux d'entraide et les systèmes communautaires démontrent une économie fondée sur la confiance et la mutualisation des risques.

b) L'éthique du partage

Le partage favorise la circulation des ressources et renforce la cohésion sociale.

c) La responsabilité intergénérationnelle

La vision africaine du temps encourage la durabilité et la transmission des savoirs.

Focus : tontines et finance communautaire

Les tontines traditionnelles africaines, très pratiquées notamment chez les Bamiléké de l'Ouest Cameroun, préfigurent la microfinance et le financement participatif, illustrant la capacité des cultures africaines à produire des innovations économiques pertinentes.

4. Une éthique africaine du développement : la trilogie philosophique africaine

L'Afrique ne manque ni de ressources ni de talents ; elle manque souvent d'un socle mental, spirituel et éthique cohérent pour transformer son potentiel en prospérité durable.

La **Trilogie Philosophique Africaine** constitue ce socle. Elle est spirituelle avant d'être économique, anthropologique avant d'être entrepreneuriale et éthique avant d'être méthodologique.

a) A djomtahbong : Quand c'est abondant, c'est bien, bon et beau

Principe fondamental de la culture africaine, *A djomtahbong* exprime la doctrine de l'abondance naturelle et sociale.

La nature est fondamentalement abondante et ce qui est véritablement juste et durable se reconnaît à sa capacité à produire des fruits abondants, visibles, utiles et harmonieux.

Portée philosophique : la rareté est souvent mentale avant d'être matérielle ; la misère n'est pas une fatalité mais une dérive de perception.

Portée spirituelle : l'excellence se mesure à l'impact réel sur la vie humaine.

Sens anthropologique : le Vrai Homme Africain est appelé à créer du sens, de la valeur, de la beauté et de la solidité.

Fonction dans le FACOP : A djomtahbong constitue le logiciel mental de base du Facopiste et fonde la mentalité d'abondance et de créativité.

b) Ha' fù – Ha' dzù : Que vienne la prospérité et des hommes pour en jouir

Principe du droit naturel à l'abondance, *Ha' fù - Ha' dzù* signifie que l'univers est capable de produire suffisamment pour tous et que la prospérité n'a de sens que lorsqu'elle bénéficie à un grand nombre.

Portée philosophique : la réussite véritable est celle qui élève et inclut.

Portée démographique et sociale : la prospérité doit être en harmonie avec la croissance humaine.

Fonction dans le FACOP : Ha' fù - Ha' dzù constitue un critère d'évaluation de la réussite à partir de la valeur réellement créée et partagée.

c) Wa'aGab'e : Créer, gagner et partager

Loi d'enrichissement et de redistribution, *Wa'aGab'e* marque l'articulation nécessaire entre richesse individuelle et responsabilité collective.

Principe fondamental : la richesse atteint sa maturité lorsqu'elle circule.

Portée philosophique : le partage fonde la légitimité sociale et la pérennité.

Fonction dans le FACOP : Wa'aGab'e est la loi éthique de la richesse durable et inspire les mécanismes de solidarité entrepreneuriale, dont le KATIKA FACOP BARTER PRO.

Formule synthétique : *Je crée, je gagne, je partage - donc je dure.*

La trilogie philosophique africaine en une phrase : Créer l'abondance, la rendre inclusive et la partager.

Cette trilogie constitue une boussole culturelle pour un développement inclusif.

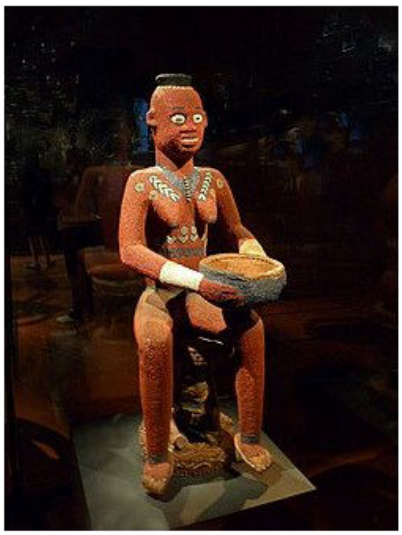
5. Culture et entrepreneuriat

Un entrepreneur enraciné culturellement comprend mieux son environnement, mobilise des réseaux de confiance et valorise les ressources locales. La culture devient alors un catalyseur d'innovation et un facteur de différenciation économique.

Entrepreneuriat culturel : un potentiel stratégique

L'entrepreneuriat culturel africain peut générer : des emplois pour les jeunes ; une valorisation du patrimoine ; une attractivité internationale ; une identité économique forte.

Investir dans la culture, c'est investir dans l'économie.



6. Culture et leadership transformationnel

Les traditions africaines valorisent un leadership fondé sur la sagesse, la responsabilité morale et la recherche d'harmonie. Ces qualités correspondent aux exigences contemporaines du leadership éthique et transformationnel.

Conclusion : Réhabiliter l'âme du développement

La culture africaine ne doit plus être perçue comme un décor du développement, mais comme son fondement. En réconciliant héritage et innovation, l'Afrique peut construire une modernité originale et durable.

Le véritable défi consiste à transformer la richesse culturelle en puissance économique, sociale et spirituelle. Ainsi, la culture redevient ce qu'elle a toujours été : une source de sens, d'équilibre et de prospérité partagée.

:Lucas KAMDEM est entrepreneur, auteur et coach professionnel africain, engagé dans la promotion du leadership, de l'intelligence financière et de l'entrepreneuriat enraciné. Fondateur du Groupe Messagerie et Tourisme pour l'Afrique (GIE MTA-DC) et du Future Africa Coaching Program (FACOP), il développe une approche de la prospérité fondée sur l'identité africaine, la spiritualité et l'innovation. Il est notamment l'auteur de De la Misère à l'Abondance, La Pyramide de la Réussite et Lettre d'un Africain au Pape François : Culture et traditions africaines face au christianisme.





Gladys West, la femme derrière le GPS

Si vous pouvez vous orienter grâce au GPS de votre véhicule ou de votre Smartphone, et si vous êtes africain (e), ne vous précipitez pas comme la majorité face à une prouesse technologique en vous exclamant « le blanc est fort ! ». Car c'est bel et bien une personne de gènes africains qui est à l'origine de cette invention dont profitent aujourd'hui des millions de gens à travers le monde moderne qui est le nôtre aujourd'hui.

Le GPS (Global Positioning System) sert principalement à localiser avec une certaine exactitude des personnes ou des objets sur la surface de la Terre, à repérer des trajectoires, à calculer des itinéraires et à mesurer des vitesses en temps réel. Il fonctionne grâce à des satellites qui orbitent autour de la Terre, permettant la navigation, la cartographie et la géolocalisation à travers des objets tels que les véhicules et les smartphones.

Gladys Mae West, Brown de son nom de jeune fille, née le 27 octobre 1930, est la mathématicienne afro américaine qui est à l'origine du GPS, de part ses contributions scientifiques aux systèmes de positionnement par satellites, qui ont conduit à cette merveille technologique dont on peut difficilement se passer de nos jours. Etudiante successivement à l'Université d'Oklahoma, à l'Institut Polytechnique et à l'Université de Virginie, elle se découvre très vite passionnée de géométrie. Issue d'une famille modeste d'agriculteurs, elle se jurera d'aller le plus loin possible dans ses études et d'être toujours parmi les meilleurs pour offrir une vie meilleure à sa famille, les études académiques lui apparaissant alors comme étant le seul canal d'émancipation sociale. Devenue une référence scientifique dans son domaine de compétences, elle déclarera que *« tout a commencé par un rêve »*. Bien que ses travaux aient été reconnus comme ayant contribué à des avancées significatives et remarquables dans le domaine des mathématiques et des sciences en général, elle sera longtemps considérée comme la « face cachée » du GPS, bien qu'elle ait tardivement été reconnue pour l'ensemble de son œuvre scientifique et intronisée au *Hall of Fame* de l'US Air Force en 2018.

Née en pleine période de ségrégation raciale durant le règne des lois Jim Crow qui séviront jusqu'en 1960 aux Etats-Unis, Gladys Mae West ne sera pas épargnée par la discrimination raciale qui a cours avec une certaine virulence à cette époque. Elle parviendra, par la force de son caractère, son génie et sa détermination, à atteindre ses objectifs et à se distinguer comme étudiante, et à s'imposer ensuite comme scientifique de renommée affirmée. Elle décède le 17 janvier 2026 à l'âge de 95 ans, et laisse derrière elle une œuvre éternelle.

De sa jeunesse, elle déclarait : *« Chaque jour, j'espérais et je rêvais d'avoir plus. Plus de livres, plus de salles d'études, plus d'enseignants et plus de temps pour rêver et imaginer ce que la vie serait si seulement je pouvais m'envoler loin des contraintes et tribulations sans fin des difficiles conditions de travail de notre plantation familiale ».*

Elle peut être en paix de là où elle est, maintenant qu'elle peut se reposer, ayant rendu à l'humanité l'un des plus grands services qu'elle ne se serait probablement jamais imaginé. Grâce à elle, des millions de vies sont facilitées et même sauvées, tant son travail a un impact énorme dans la qualité des services dans les domaines de la navigation, des transports et des activités de secours. Reste à nous de lui rendre hommage et de la célébrer en la faisant connaître à la grande majorité qui bénéficie des services de ses découvertes scientifiques sans jamais se douter qu'il puisse s'agir d'une modeste femme originaire d'Afrique. Rendons à Gladys ce qui est à Gladys !



Lango Kabhula
Son art, son arme de combat

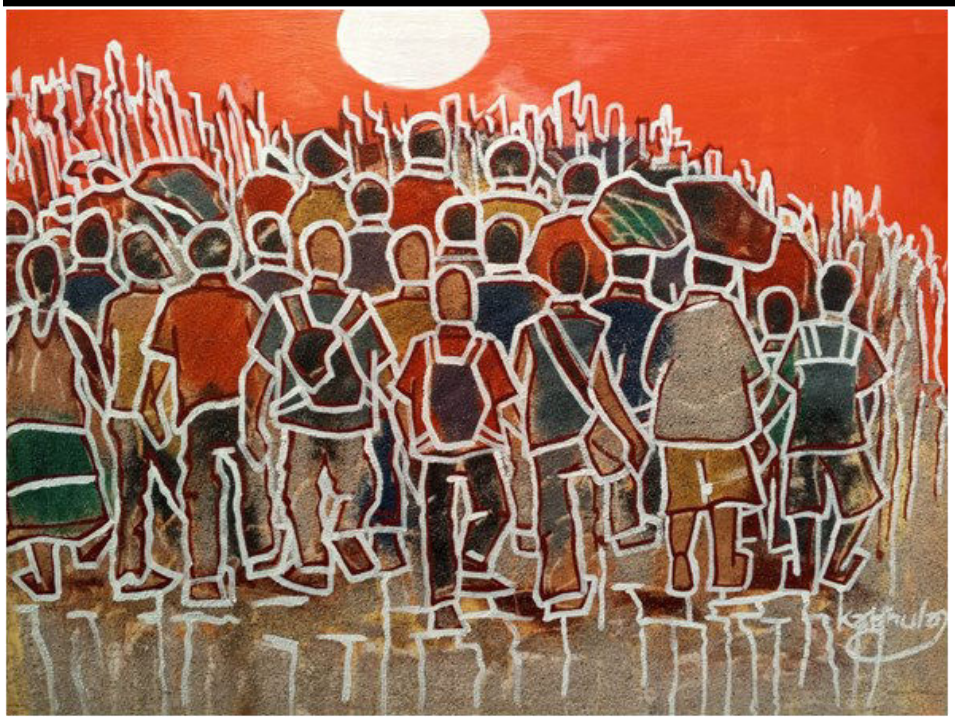
Originaire de la République Démocratique du Congo, à seulement 24 ans, Lango Kabhula peut être considéré, sans exagération, comme un artiste accompli par le fait que son art lui permet d'atteindre son objectif : être le porte-parole de tout un peuple dont la réalité semble délibérément occultée dans l'intérêt de ses prédateurs.

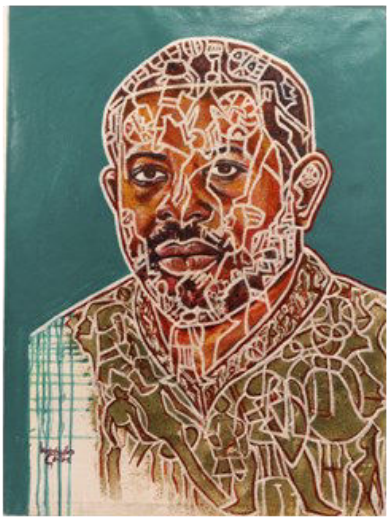
Déplacé malgré lui de Goma, sa ville d'origine où sévit la guerre, et installé à Nairobi au Kenya où il poursuit son travail d'artiste, par passion et par devoir, la portée de ses œuvres, au-delà de leur beauté, fait de lui un artiste réellement engagé. Ses principaux matériaux étant le sable, la terre et les objets recyclés, il puise son inspiration de la nature et des laissés pour compte. Son art parle d'exploitation abusive des ressources du Congo, du Coltan au Cobalt en passant par le Caoutchouc, l'Or et l'Uranium, qui font le bonheur des multinationales en même temps que les populations sont paupérisées, déplacées et privées des retombées du commerce juteux dont ces richesses naturelles font l'objet. L'artiste militant relate par ses œuvres la tragique histoire du Congo, depuis la période sanglante de la colonisation belge et la multitude de ses atrocités, notamment sous le règne meurtrier du roi Léopold II dont le bilan macabre fait état de plus de 10 millions de morts et de mutilés. Des tableaux retraçant cette sombre période de l'histoire du Congo transportent le visiteur à travers les millions de mains congolaises coupées pour déficit de performances exigées dans les plantations, de l'extraction sauvage des ressources et des catastrophes écologiques qui s'en suivent dans le silence généralisé du monde. Lango Kabhula dénonce également l'hypocrisie de la bienpensance occidentale qui prêche la démocratie, les droits de l'Homme et la protection de l'environnement, alors que son pays subit avec une violence inouïe les affres de la barbarie impérialiste dans une indifférence généralisée. Migrations, crises écologiques, traumatismes, pauvreté, déscolarisation, chômage, maladies et bouleversements sociaux sont le lot quotidien des congolais. Cette situation dure depuis des décennies et a fini par devenir le quotidien normalisé des populations désabusées.

En plus de dénoncer les injustices qu'endurent les populations congolaises à travers ses tableaux, le militantisme de Kabhula consiste également à rendre hommage à des héros africains



L'artiste du mois





disparus, tels que Patrice Emery Lumumba, Pierre Mulele ou encore Kalala Omotunde.

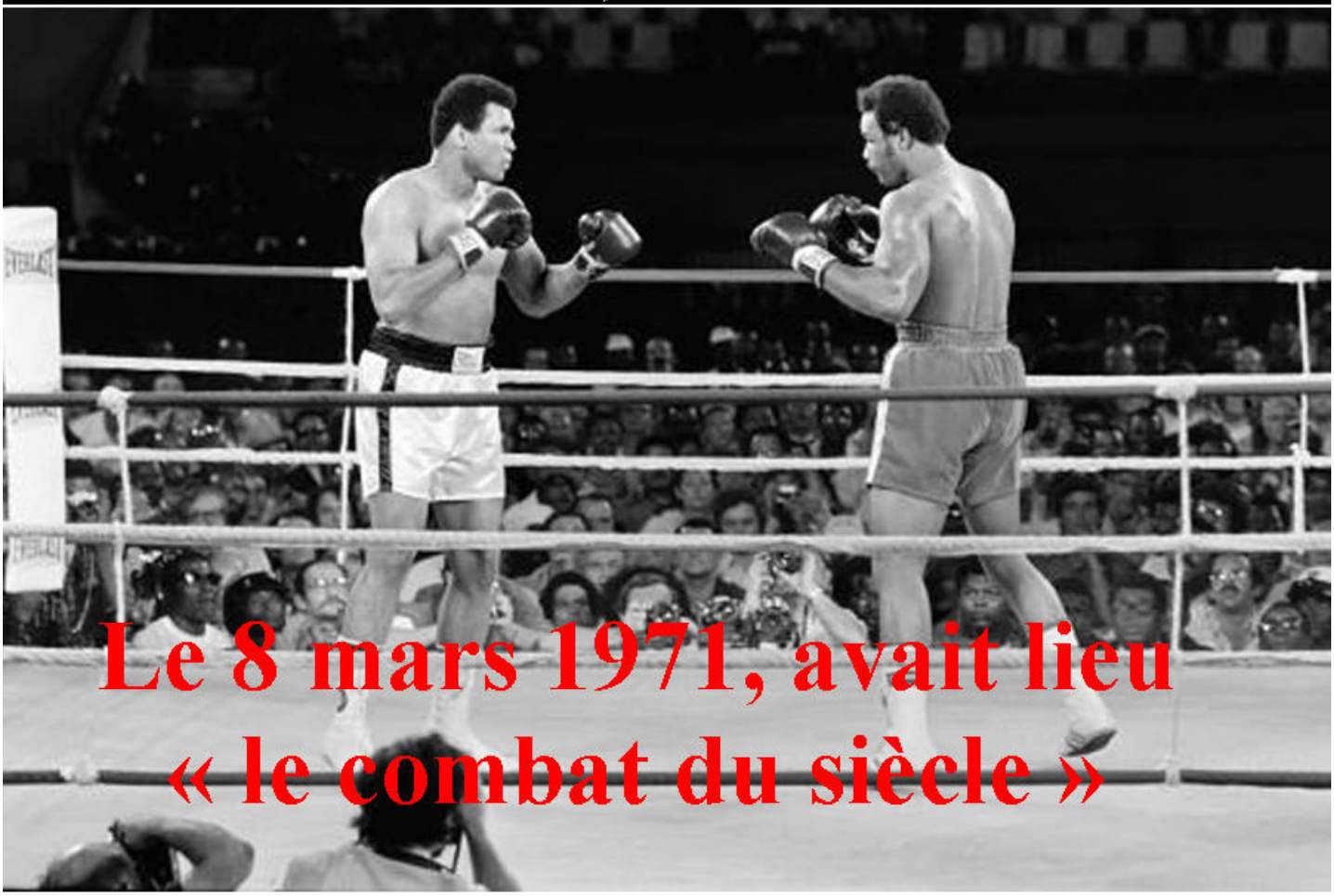
Bien qu'il soit difficile de vivre de son art, les péripéties de la vie et la modestie des ressources financières de Kabhula ne suffisent pas à altérer sa détermination à apporter sa pierre artistique à l'édifice de la libération de son pays, et partant, de toute l'Afrique. La position centrale de la RDC sur l'échiquier géopolitique mondial est telle que l'enjeu de sa souveraineté impacte tout le continent et devrait par conséquent susciter les attentions de tout africain aspirant à la restauration de l'autodétermination des peuples du continent.

De plus en plus connu pour la pertinence de son travail, les œuvres de Kabhula sont souvent exposées lors des festivals à travers l'Afrique, mais également dans des centres culturels, où les visiteurs ne restent pas indifférents, non seulement à la qualité du fruit de son génie, mais également à l'histoire émouvante que relatent ses réalisations. Son agenda prévoit notamment des expositions à Paris et à Bruxelles dans les tous prochaines semaines.

L'art de Lango Kabhula est un cri de cœur, un appel à la responsabilité des dirigeants de ce monde, mais aussi une interpellation de chacun d'entre nous afin que plus personne n'ignore la situation désastreuse du Congo, et surtout que par notre mobilisation, nous parvenions à faire bloc pour stopper cette hémorragie chronique et à rendre sa dignité au peuple congolais meurtri et à bout de souffle.







Le 8 mars 1971, avait lieu « le combat du siècle »

Ce jour-là au Madison Square Garden à New York, deux poids lourds de la boxe anglaise, aussi bien par leurs masses musculaires que par leur impact médiatique, s'affrontaient pour les titres WBA et WBC. Le volume des titres de part et d'autre justifiait également leur catégorie, avec le tenant du titre Joe Frazier, alias "Smokin' Joe", 27 ans pour 93 Kg répartis sur 1,82 mètres et ses 26 combats à son compteur dont zéro défaite et 23 KO, contre une autre légende vivante, Cassius Marcellus Clay Jr, renommé Mohamed Ali depuis sa reconversion à l'islam en 1964, surnommé "The Greatest", 29 ans pour 97,5 Kg pour 1,91 mètres, 31 combats dont zéro défaite et 26 KO. De quoi mobiliser les attentions d'une bonne partie de l'humanité qui avait là tous les ingrédients pour ne surtout pas manquer un tel événement d'envergure. Ce soir-là, même la composition des centaines de spectateurs présents n'était pas habituelle, avec un parterre de personnalités du monde la politique, du show-biz et du sport. Parmi eux, pour ne rien rater de cette confrontation historique, on peut citer Diana Ross, Sammy Davis Jr, Woody Allen, l'ancien vice-président américain Hubert Humfrey, Frank Sinatra, ou encore l'ancien champion du monde de boxe Archie Moore.

Mohamed Ali au tapis

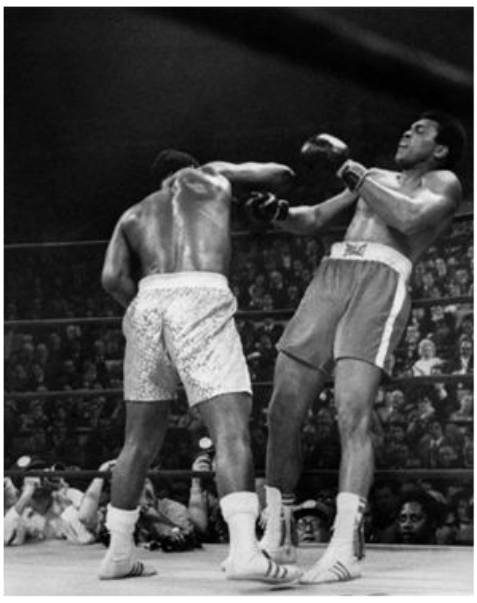
Au bout des 15 rounds réglementaires dans une ambiance électrique, malgré la technique unique d'Ali et sa combativité, la puissance de Joe aura raison de la finesse de son adversaire. A l'unanimité, les juges déclarent Frazier vainqueur, ce qui lui permet de conserver son titre de champion du monde, tandis que Mohamed Ali connait la première défaite de sa carrière. L'intensité du combat était telle que les deux champions passeront chacun une convalescence difficile les conduisant à l'hôpital, au point où des rumeurs persistantes sur la mort de Frazier circulent. Mohamed Ali promettra d'ailleurs de mettre fin définitivement à sa carrière si les rumeurs concernant son adversaire étaient avérées.

Un combat dans le combat

Mais ce combat du siècle dépassait largement le seul cadre sportif. Il s'agissait non seulement d'une confrontation entre deux boxeurs de légende, mais également et peut-être surtout la considération de fond, c'est-à-dire un combat entre un résistant et un conciliant. On se souvient que



Mohamed Ali était obstinément opposé à la guerre que menaient les Etats-Unis au Vietnam, et était par cet affront aux autorités américaines devenu un symbole de résistance pour tout un peuple, ce qui allait lui valoir sa suspension et la déchéance de son titre le 28 avril 1967, le jour-même, où, de façon héroïque, il refusait de s'avancer pour l'enrôlement lorsque son nom était appelé. Bien qu'il réussisse à échapper à l'exécution de sa peine, Mohamed Ali sera condamné à cinq ans de prison. A l'inverse, Joe Frazier était plutôt docile face au système, puisqu'il avait déclaré qu'il aurait volontiers rejoint les rangs de l'armée américaine pour le Vietnam s'il n'était pas papa, estimant que ça aurait été un juste retour d'ascenseur à l'endroit d'un pays qui lui avait tout donné. Au-delà d'un combat légendaire et de l'opposition entre deux styles de boxe, il y avait donc également une dimension symbolique entre un combattant antisystème contre un autre, bien plus conformiste.



Le retour gagnant d'Ali

Gracié en 1971 après plus de trois années hors des rings, Mohamed Ali retrouvera le plaisir de son sport grâce à ce combat de titans face à Frazier. Après le combat du siècle, les deux adversaires se retrouveront à nouveau sur le ring à deux reprises, occasions qui permettront à chaque fois à Ali de remporter son combat, par décision unanime des juges en 1974 et par abandon de Frazier au 14e round en 1975. La même année de sa première revanche victorieuse contre Joe Frazier, précisément le 30 octobre 1974, Mohammed Ali confirmera son retour et son statut de « Greatest » en remportant un autre combat légendaire encore plus mythique face à une autre légende de l'histoire de la boxe anglaise, George Foreman. Ce mémorable combat baptisé « Rumble in the Jungle » (bataille dans la jungle) se déroulera à Kinshasa au Zaïre devant plus de 100.000 spectateurs et se conclura par un KO au cours du 8e round.

Adieu les artistes !

Joe Frazier tirera définitivement sa révérence à 67 ans, le 7 novembre 2011, après avoir lutté contre un cancer du foie. Mohamed Ali qui avait assisté à ses obsèques nous quittera pour l'autre monde le 3 juin 2016, âgé de 74 ans, alors qu'il souffrait depuis quelques années de la maladie de Parkinson. George Foreman quant à lui ne sera plus des nôtres à partir du 21 mars 2025 à l'âge de 76 ans. Trois légendes qui ont rassasié les fans de boxe anglaise d'émotions et qui resteront sans aucun doute gravées dans les mémoires et les cœurs comme parmi les plus grands que le monde du sport ait jamais connu, notamment grâce à deux événements d'envergures planétaires qui resteront à jamais dans les annales de la boxe et du sport en général.



L'OASIS INTELLECTUELLE DE DOUALA

EBOKO LONG CULTURAL CENTER











Les activités :

- Une bibliothèque
- Les cours de langues
- Les cours de théâtre
- Les cours de musique
- Les cours de dessin
- Le centre initiatique ancestral

"REJOIGNEZ-MOI DANS CETTE BATAILLE POUR LE RETOUR À SOI-MÊME. ENSEMBLE, ŒUVRONS POUR RETROUVER NOTRE VÉRITABLE ESSENCE."

Panneau STOP, Bonabéri, Douala. +237 695 752 817

ebokolong@gmail.com Facebook (CENTRE CULTUREL EBOKO LONG)

PYRAMID Media

pyramidmagafrica@gmail.com

Actualités politique, économique et culturelle africaines

L'information vue d'Afrique, par l'Afrique et pour le Monde